

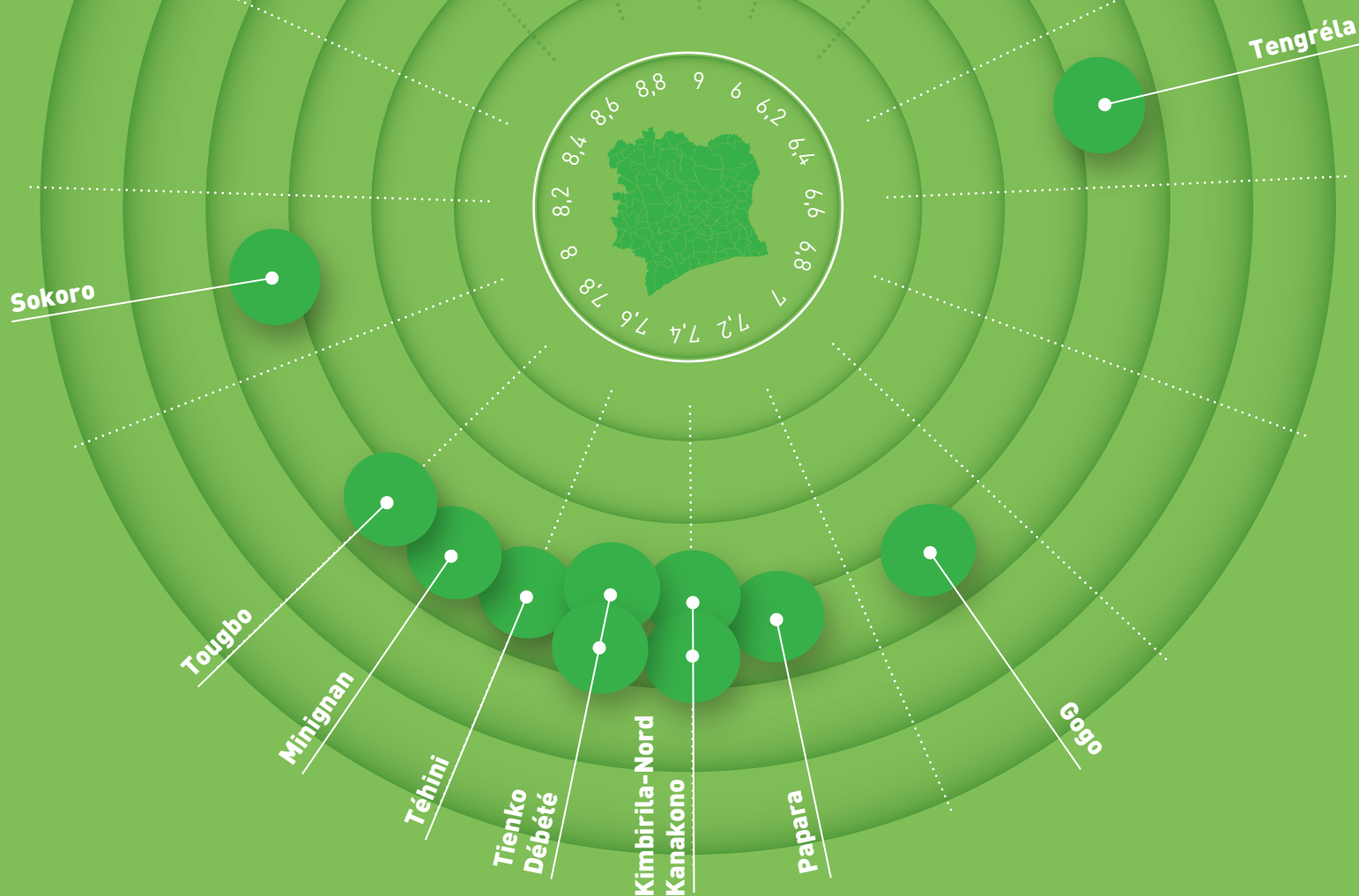


USAID
DU PEUPLE AMÉRICAIN



INDEX DE LA RÉSILIENCE À L'EXTRÉMISME VIOLENT AU NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE

Development & Resilience Index against
Violent Extremism (DRIVE)



Juillet 2024

INDEX DE LA RESILIENCE À L'EXTRÉMISME VIOLENT AU NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE

Development & Resilience Index against Violent Extremism (DRIVE)

Juillet 2024

SEED

Dr Bertrand Baldet, Senior Researcher, Regional Team Lead West Africa

Abdon Dominique Koko, Africa Programme Specialist

Sonia Dassé, Data Analyst

Dr Kando Serge Gbagbeu, Data Analyst

INDIGO CÔTE D'IVOIRE

Dr Kouamé Yao Séverin, Directeur exécutif de Indigo Côte d'Ivoire

Bleu Mun Patricia, Chercheur

Eza Ecrah Ghislain, Chercheur

Sawadogo Bruno, Facilitateur

EQUAL ACCESS INTERNATIONAL

Mirko Hoff, Deputy Chief of Project

Dre Abiba Diarrassouba, Coordinatrice de Recherche-Action (2024)

Dr Philippe Assalé, Coordinateur de Recherche-Action (2023)

Salimatou Karamoko, Assistante de programme, Recherche-Action

Mouna Kouassi, Assistante de programme, Coordination programme

Sponsor :

Equal Access International

Ce produit de recherche a été rendu possible grâce au soutien de l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID), dans le cadre de l'accord de coopération de l'USAID n° 72062421CA00002. Les opinions exprimées ici sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'Equal Access International, de l'Agence des États-Unis pour le développement international ou du gouvernement des États-Unis d'Amérique.

Photo de couverture : Présentation graphique des niveaux de l'immunité sociale à l'attractivité et influence des groupes d'extrémisme violent
Toutes les photos : crédit Equal Access International sous CC BY-NC-SA 4.0

ISBN - 978-1-964458-23-6

TABLE DES FIGURES

Figure 1	Distribution de l'échantillon	7
Figure 2	Proportion d'individus "légitimant" les capacités de gouvernance des GEV	10
Figure 3	Scores "Tendance à l'éloignement de l'Etat"	11
Figure 4	Visualisation du risque de l'extrémisme violent	12
Figure 5	Heatmap Immunité sociale	13
Figure 6	Modèle conceptuel de l'index de la résilience	14
Figure 7	Résultats du modèle prédictif	15
Figure 8	Résultats de l'analyse de résilience	16
Figure 9	Modèle de l'index de la résilience	17
Figure 10	Hiérarchisation des tensions locales	18
Figure 11	Pourcentages liés aux tensions quotidiennes	19
Figure 12	Corrélations à l'indicateur « Sentiment d'injustice liée à l'appartenance »	20
Figure 13	Heatmap Ressentiments envers les FDS	21
Figure 14	Ecart entre attaque et suspicion de présence des GEV	22
Figure 15	Heatmap légitimation de l'autoritarisme	24
Figure 16	Corrélations à l'indicateur "Prévalence de l'orpaillage illégal"	25
Figure 17	Pratiques d'entraides communautaires	26
Figure 18	Liberté de culte	27
Figure 19	Corrélations à l'indicateur « Liberté de culte »	28
Figure 20	Insatisfaction à l'égard des FDS	29
Figure 21	Corrélations à l'indicateur "Recours aux FDS"	30
Figure 22	Initiatives de renforcement de cohésion sociale	31
Figure 23	Accès aux services publics	31
Figure 24	Acceptation sociale du leadership féminin (à haut niveau)	33
Figure 25	Initiatives de soutien pour les femmes	33
Figure 26	Optimisme dans l'avenir	34
Figure 27	Corrélations à l'indicateur « Optimisme dans l'avenir »	35
Figure 28	Etat des lieux cartographique des indicateurs de l'Index	36
Figure 29	Représentation graphique des niveaux de stress et de résilience	44

TABLE DES MATIÈRES

Table des figures	3
SECTION I. POURQUOI VOULOIR MESURER LA RESILIENCE À L'EXTRÉMISME VIOLENT EN CÔTE D'IVOIRE ?	5
1. Dans quel contexte s'inscrit l'index ?	5
2. Sur quelle méthodologie s'appuie la construction de l'index?	5
a. Qu'est-ce que SCORE?	5
b. Comment SCORE a été utilisé pour construire l'Index de la résilience?	6
c. Un protocole de recherche mixte et participatif	7
SECTION II. RESILIENCE À QUELLE FIN ?	9
1. Quelle est la menace à laquelle on souhaite échapper ?	9
a. Réduire l'acceptabilité sociale des GEV pour réduire leur pouvoir d'infiltration au sein des communautés	9
b. Renforcer l'attachement à l'Etat et à ses institutions	11
2. Renforcer l'immunité sociale face à l'attractivité et à l'influence des GEV	13
a. Objectif de développement : rendre toutes les communautés immunes face au risque EV	13
b. Quel modèle de résilience ?	14
3. L'Index comme inventaire des capacités résilientes permettant de surmonter des chocs locaux et de préserver l'immunité sociale face aux GEV	14
a. Résultats du modèle prédictif	15
b. Résultats de l'analyse de résilience	16
c. Vers une checklist des capacités de résilience	16
SECTION III. RÉILIENCE À QUOI ? LES CHOCS ET LES STRESS À PARER	18
1. Les facteurs de stress liés à la cohésion sociale	18
2. Les facteurs de stress liés à la cohésion verticale	21
3. Les facteurs de stress liés à l'environnement sécuritaire	22
4. Les facteurs de stress liés aux valeurs idéologiques : le réflexe autoritariste	23
5. Les facteurs de stress liés aux opportunités économiques : la question de l'orpaillage illégal	25
SECTION IV. COMMENT ÊTRE RÉILIENT À L'EXTRÉMISME VIOLENT? INVENTAIRE DES CAPACITES DE RESILIENCE	26
1. Les capacité de résilience liées à la cohésion sociale horizontale	26
2. Les capacités de résilience liées à la gouvernance sécuritaire	29
3. Les capacités de résilience liées à la gouvernance locale	31
4. Les capacités de résilience liées à l'accès aux besoins essentiels	32
5. Les capacité de résilience liées aux inégalités de genre	33
6. Les capacité de résilience liées aux perspectives d'avenir des individus	34
SECTION V. QUELLES SONT LES LOCALITES RESILIENTES ?	36
1. Etat des lieux cartographique au regard des 24 axes de l'index	36
2. Description des forces et faiblesses territoriales	38
3. Comment se situent les localités relativement les unes aux autres?	44
ANNEXES	45

SECTION I.

POURQUOI VOULOIR MESURER LA RÉSILIENCE À L'EXTRÉMISME VIOLENT EN CÔTE D'IVOIRE ?

1 Dans quel contexte s'inscrit l'index ?

Après l'attaque de Grand-Bassam (ville située à quelques encablures d'Abidjan, la capitale économique ivoirienne) en 2016, la série d'incursions meurtrières opérées dans différentes localités de la zone frontalière nord du pays avec le Burkina Faso et le Mali par les Groupes Extrémistes Violents (GEV) actifs au Sahel, a fortement donné la preuve que la Côte d'Ivoire n'était pas épargnée par la menace terroriste djihadiste. Aussi, prenant la pleine mesure du risque, les pouvoirs publics ivoiriens ont massivement investi dans une politique volontariste de sécurisation de la zone. Cette "approche sécuritaire" de la question a été par la suite complétée par le développement d'initiatives multiformes d'amélioration de la sécurité humaine et de l'accès aux services sociaux de base, de développement d'infrastructures et de promotion de la cohésion sociale. En appui à cet effort gouvernemental visant à atténuer le sentiment d'insécurité et de relégation socioéconomique susceptibles de servir de terreau fertile à une sanctuarisation de la présence des GEV dans la zone, diverses autres initiatives portées par des acteurs non étatiques ont elles aussi vu le jour. Le projet Résilience pour la Paix (R4P) porté par Equal Access International (EAI) s'inscrit dans ce cadre. Financé par l'United States Agency for International Development (USAID), le projet R4P vise à contribuer au renforcement de la résilience des communautés à l'extrémisme violent dans les zones frontalières nord de la Côte d'Ivoire. Il s'appuie, pour le faire, sur une analyse contextuelle solide et régulièrement mise à jour des facteurs et dynamiques sociales, politiques, économiques ou culturelles locales susceptibles de servir de terreau fertile à l'extrémisme violent. Ainsi, depuis le début du projet, ce sont au moins une vingtaine d'études et de travaux de recherche qui ont été réalisés, fournissant des données probantes autour de dynamiques portant l'essor de l'orpaillage et d'autres activités illicites à l'œuvre dans la zone, l'identification, par le bas, des signaux précoces de l'extrémisme violent ou l'affinement

de la compréhension des communautés peul, etc. Dans le prolongement de cette contribution diagnostique contextuelle des facteurs de risque et l'identification de leviers et opportunités pour la mise en œuvre d'actions pertinentes, le présent Index de la résilience est proposé comme matrice opérationnelle de référence. Il s'agit d'un outil d'aide à la décision et à l'action dont la vocation est de fournir des données probantes pour informer, orienter, prioriser et mesurer l'impact des politiques publiques et autres initiatives œuvrant à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent dans le nord de la Côte d'Ivoire, ou même au-delà. En effet, dans le Nord ivoirien aujourd'hui, une large majorité des projets de P/CVE annonce vouloir s'attaquer à une longue liste de « facteurs de risque » et de « vulnérabilités » divers sans hiérarchisation commune, avec pour risque de diluer les efforts et d'éparpiller le peu de ressources disponibles pour l'action ou d'en limiter l'efficacité. Par ailleurs, si dans ces projets, le terme « renforcement de la résilience » est fréquemment utilisé, rares sont les formulations ou la documentation concrètes de capacités de résilience spécifiques. Pour pallier ces lacunes, la mise en place de l'Index s'est fortement inspirée du cadre conceptuel de la résilience proposé par USAID et de la méthodologie de l'Indice de Cohésion Sociale et de Réconciliation (SCORE) qui a permis de développer une **modélisation de la résilience des communautés face aux menaces liées aux groupes extrémistes violents**. Sa conception repose sur la réponse au questionnaire suivant (policy dilemma) : **compte-tenu de l'instabilité de la situation sécuritaire chez ses voisins du Sahel (Burkina Faso, Mali et Niger), comment est-ce que la Côte d'Ivoire peut prévenir ou réduire la progression des GEV dans le nord de son territoire ?** La finalité de l'Index est donc d'identifier les capacités de résilience qui puissent garantir une réceptivité sociale la plus faible possible à "l'offre de gouvernance" des GEV dans les localités frontalières au nord de la Côte d'Ivoire.

2 Sur quelle méthodologie s'appuie la construction de l'index ?

a Qu'est-ce que SCORE ?

SCORE a été développé dans le cadre d'un partenariat entre le Programme des Nations Unies pour le Développement Action pour la Coopération et la Confiance (UNDP-ACT) et le Centre pour la Paix Durable et le Développement Démocratique (SeeD), avec le financement de USAID. SCORE est un outil d'aide à la décision basé sur des preuves statistiques qui combine un processus

de recherche participative approfondie avec une analyse avancée des données pour identifier les moteurs des dynamiques de conflit et promouvoir le changement social et la consolidation de la paix.

L'Indice SCORE a été ensuite adapté à différents contextes sur différents continents¹.

¹ <https://app.scoreforpeace.org/> et <https://seedsofpeace.eu/>

LA CONSTRUCTION D'UN INDICATEUR SCORE

La méthodologie SCORE vise à quantifier des niveaux de manifestation d'un phénomène social et ainsi renseigner quantitativement et avec précision des attitudes et comportements (par exemple : « l'engagement civique »), des perceptions (par exemple : « les sentiments de marginalisation ») ou encore des opinions (par exemple : « le rapport à l'autorité »). Pour être mesuré, un phénomène est transformé en indicateur c'est-à-dire en grandeur observable et mesurable. Pour ce faire, l'indicateur doit être clair et spécifique. Ainsi un phénomène comme la "sécurité politique" renvoie à plusieurs dimensions : pouvoir voter librement, pouvoir exercer un engagement politique, pouvoir choisir entre plusieurs partis politiques. L'indicateur "sécurité politique" a donc été mesuré à travers l'agrégation de plusieurs items².

C'est cette combinaison d'items qui permet de mesurer les différentes perspectives d'un même phénomène et de stabiliser un indicateur³.

LA LECTURE D'UN INDICATEUR SCORE

La méthodologie SCORE permet ainsi de proposer une mesure standardisée des phénomènes sociaux (scores de 0 à 10). Un score de 0 correspondant à l'absence totale du phénomène au niveau individuel, régional ou sur l'ensemble de l'échantillon, tandis qu'un score de 10 signifie une présence totale de ce phénomène. Ces phénomènes peuvent alors être présentés sous la forme de cartes de chaleur ("Heatmaps") : elles illustrent le niveau de manifestation du phénomène dans les différentes zones géographiques étudiées⁴.

b Comment SCORE a été utilisé pour construire l'index de la résilience?

Lorsque les indicateurs sont validés statistiquement, il devient ensuite possible d'observer comment ils interagissent entre eux. Deux types d'analyses ont été menés en vue de construire l'Index (analyse prédictive et analyse de résilience). Chacun de ces types d'analyse apporte ses propres éléments de réponse sur les dynamiques qui s'articulent autour de l'influence des GEV dans les localités observées. Elles sont en ce sens complémentaires et permettent de « trier » les phénomènes qui concourent statistiquement à structurer la résilience des communautés face à l'extrémisme violent.

L'ANALYSE PRÉDICTIVE.

Ce type d'analyse permet dans un premier temps de déterminer l'intensité de la corrélation linéaire entre deux indicateurs, à travers le coefficient de corrélation de Pearson⁵. Ensuite, l'analyse causale, par-delà la simple relation entre deux variables, permet de révéler la force et la direction de l'influence que certains phénomènes ont sur d'autres. Dans ce cas, certains indicateurs (phénomènes) peuvent être qualifiés de « moteurs » ou « prédicteurs », parce qu'ils prédisent positivement ou négativement la manifestation des autres phénomènes auxquels ils sont liés. Les flèches apparaissant dans le modèle matérialisent la relation, la direction et la force d'influence d'un phénomène sur un autre⁶.

L'ANALYSE DE RÉSILIENCE.

L'analyse de la résilience permet d'identifier les caractéristiques qui permettent à des individus ou des communautés de répondre positivement à des adversités et de s'y adapter. Ce type d'analyse est notamment utilisée en psychologie du développement⁷ et dans les études sur les conflits⁸. C'est une stratégie analytique qui permet aux chercheurs de tester des questions liées aux adversités et aux facteurs de résilience. Pour tester les adversités, une modélisation de régression linéaire multiniveaux est utilisée afin d'examiner les effets de diverses adversités sur un résultat. Cela permet de comprendre quelles adversités impactent le résultat d'intérêt, et avec quelle force elles le font. Cette méthode permet ainsi d'évaluer l'effet d'un phénomène environnemental (une initiative au niveau communautaire liée à une gestion restrictive de l'eau par exemple) sur les réactions individuelles des populations (dégradation de la sécurité alimentaire du ménage par exemple). Lorsque l'impact attendu des adversités est identifié, l'analyse consiste ensuite à se focaliser sur les cas individuels de l'échantillon qui réussissent « mieux que prévu » (ceux qui malgré avoir été exposés à une gestion restrictive de l'eau n'ont pas constaté une dégradation de leur niveau de sécurité alimentaire). Cela permet ainsi d'observer les caractéristiques spécifiques des individus qui pourtant placés dans les mêmes conditions adverses que les autres parviennent à s'adapter. Ces caractéristiques sont alors considérées comme des facteurs de résilience.

2 Il s'agit de questions de types échelle de Likert c'est-à-dire des questions fermées auxquelles le répondant se voit offrir plusieurs modalités de réponse (de type "pas du tout d'accord", "pas vraiment d'accord", "plutôt d'accord", "complètement d'accord"). Ces questions sont également appelées items.

3 Statistiquement, la construction d'un indicateur (c'est-à-dire l'agrégation de plusieurs items) répond à un processus de vérification statistique qui permet de s'assurer de la cohérence interne du phénomène mesuré (coefficient alpha de Cronbach).

4 Les heatmaps présentées dans ce rapport rendent compte des scores au niveau de chaque sous-préfecture. Par ailleurs, au-delà de la représentation du phénomène en fonction de la localité, les scores de chacun des phénomènes peuvent être désagrégés en fonction du genre, du niveau d'éducation, de l'âge et autres catégories.

5 Toutes les corrélations mentionnées dans ce rapport sont statistiquement significatives (lorsque la valeur p est inférieure à 0.05).

6 L'analyse de médiation a également été réalisée pour confirmer statistiquement le niveau de signification des liens entre les variables et les résultats du modèle. Cette analyse est utilisée pour étudier l'effet d'une ou plusieurs variables indépendantes sur une variable dépendante via une troisième variable (médiateur) ou une variable intermédiaire.

7 Ann S. Masten, "Pathways to integrated resilience science", *Psychological Inquiry*, vol. 26, No. 2 (2015); Ann S. Masten, "Global perspectives on resilience in children and youth", *Child Development*, vol. 85, No. 1 (January/February 2014).

8 Alexandros Lordos and Daniel Hyslop, "The assessment of multisystemic resilience in conflict-affected populations", in *Multisystemic Resilience: Adaptation and Transformation in Contexts of Change*, Michael Ungar, ed. (New York: Oxford Academic, 2021); Alexandros Lordos and others, "Societal healing in Rwanda: toward a multisystemic framework for mental health, social cohesion, and sustainable livelihoods among survivors and perpetrators of the genocide against the Tutsi", *Health and Human Rights Journal*, vol. 23, No. 1 (June 2021).

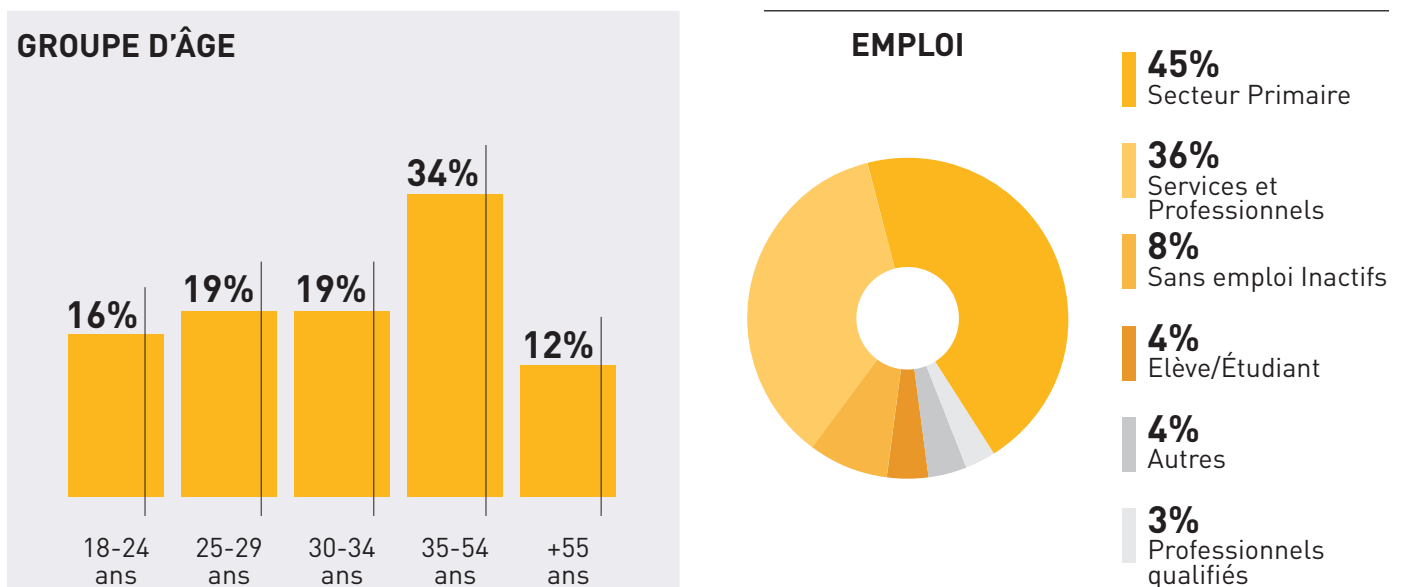
c Un protocole de recherche mixte et participatif

Dans le cadre de la construction de l'index de la résilience à l'Extrémisme Violent, une approche méthodologique mixte a été menée mêlant enquête qualitative et quantitative. Depuis le lancement du programme Résilience pour la Paix, de nombreuses recherches ont été menées et ont permis d'éclairer les dynamiques locales liées aux phénomènes d'extrémisme violent dans le nord du pays. La construction de l'Index s'est donc, dans un premier temps, basée sur ces recherches empiriques et un travail systématique de revue de littérature a été mené pour intégrer les travaux existants.

Une seconde phase de collecte qualitative a été mise en œuvre en août 2023 spécifiquement pour la construction de l'Index. Elle a consisté à la tenue de plus d'une dizaine de Focus Groups auprès de femmes, de jeunes et d'ânés sociaux dans chacune des localités couvertes par l'Index. Par ailleurs, une série d'entretiens individuels directs avec des personnes ressources a également été mise en œuvre. Des chefs de village, des sous-préfets, des Dozos, des agents de santé, des représentants des Forces de Défense et de Sécurité etc. ont ainsi été consultés et interrogés afin d'obtenir leur compréhension des dynamiques locales liées à la résilience à l'extrémisme violent.

La phase quantitative s'est déroulée en octobre 2023. Un questionnaire (questions fermées) a été administré à 2049 répondants choisis de manière aléatoire sur le territoire. Un travail de randomisation a été effectué en amont de manière à obtenir des résultats représentatifs à l'échelle des sous-préfectures (mais également en fonction du genre, de l'âge, de la catégorie socioprofessionnelle et autres).

Figure 1. Distribution de l'échantillon



Par ailleurs, le sommet annuel d'apprentissage du projet Résilience pour la Paix à Yamoussoukro en novembre 2023 a été l'occasion pour les équipes de recherche de « confronter leurs résultats au terrain ». En effet, cet événement a été une opportunité pour présenter les résultats préliminaires de l'analyse statistique. Tout d'abord, les travaux ont été exposés à une audience diverse (chercheurs, représentants de la société civile, décideurs politiques, représentants de forces de sécurité...) qui a permis de collecter des commentaires et des suggestions pour les étapes suivantes de l'analyse. Ensuite, un atelier participatif a été organisé spécifiquement auprès des représentants de communautés. Inspiré de la méthodologie d'analyse participative des données, celui-ci a consisté à distribuer les personnes présentes autour de différentes tables pour engager des discussions sur les premiers résultats obtenus (regroupés en six messages clés), les inviter à partager leurs expériences de vie au regard de ces données mais également à procéder à des votes pour identifier lesquels des messages jusque-là identifiés étaient pour eux particulièrement importants, et à obtenir des pistes d'actions aux regards de leurs connaissances de ces localités.

Par ailleurs, dans le but de faire de l'index de la résilience un outil d'information servant à mieux orienter les actions de l'Etat, il a été mis en place un comité de pi-

lotage composé des différents partenaires étatiques du projet Résilience pour la Paix, ainsi que des structures de sécurité et de défense nationales, dont le Conseil National de Sécurité, la Commission Nationale des Frontières de Côte d'Ivoire. Aussi, l'index de la résilience ayant pour but d'informer les actions des structures et institutions intervenantes sur cette question dans le Nord de la Côte d'Ivoire, un cadre de concertation a également été mis en place par le projet. Plusieurs réunions du comité de pilotage et du cadre de concertation ont eu lieu au cours du processus de construction de l'Index (depuis la phase qualitative jusqu'à l'interprétation des résultats de l'analyse statistique) facilitant la collecte de feedbacks et des besoins des diverses institutions et organisations présentes.

La robustesse de cet Index repose donc sur l'utilisation de techniques statistiques sophistiquées (1), sur le calibrage des outils de recherche en fonction du travail qualitatif existant (2), et sur la consultation des populations et communautés garantissant une description ascendante (bottom-up) des réalités locales (3). L'objectif de cette construction « à étages » est de faciliter l'intégration et la standardisation de l'outil par les acteurs locaux et internationaux.



Atelier d'analyse participative des résultats de l'index de la résilience à Yamoussoukro en novembre 2023 avec des habitants et des autorités locales des départements de Folon, Tengrela et Téhini

SECTION II.

RESILIENCE A QUELLE FIN ? POUR EVITER QUEL SCENARIO ?

1 Quelle est la menace à laquelle on souhaite échapper ?

L'objectif de l'Index est de proposer des leviers de résilience qui permettent aux localités du nord de la Côte d'Ivoire de se prémunir contre l'avancée des GEV telle qu'elle a été observée dans les pays frontaliers. L'avancée des GEV est ici considérée comme une extension de la zone d'influence de ces groupes ; ces derniers disposant d'une variété de registres d'action et de divers modes d'infiltration⁹. Ceux-ci peuvent adopter une typo-

logie violente (par exemple, des attaques sur les marchés, vols de bétail, braquage, enlèvements de riches commerçants) ou se présenter sous des formes plus tacites (présence de personnes inconnues proposant de construire une mosquée, achats massifs de vivre, présence massive de bétail au marché...) ¹⁰.

a Réduire l'acceptabilité sociale des GEV pour réduire leur pouvoir d'infiltration au sein des communautés

L'avancée territoriale de ces groupes dépend en partie de la capacité de résistance des forces de sécurité locales ; la perméabilité des localités est en partie un défi sécuritaire. Néanmoins, de nombreuses recherches montrent que les stratégies d'infiltration de ces groupes dans les communautés reposent également sur leur capacité à être localement acceptés¹¹. Les GEV exploitent souvent les griefs socio-économiques¹², les tensions intercommunautaires¹³ et les lacunes dans la prestation des services publics¹⁴ pour gagner le soutien ou du moins la neutralité des populations locales¹⁵. En d'autres termes, ces groupes sont performatifs dès lors qu'ils sont perçus comme une alternative aux institutions gouvernantes en place.

L'acceptabilité sociale peut prendre différentes formes : elle peut reposer sur des pratiques d'échanges financiers (des individus acceptant de faire une course pour le groupe en échange d'argent), elle peut s'ancrer sur une posture de légitimation des capacités de gouvernance de ces groupes ou encore impliquer une véritable coopération synonyme de remplacement de l'autorité étatique (des individus choisissant de se tourner vers les groupes armés en cas de délit ou de crime plutôt que de contacter les FDS). **L'acceptabilité sociale des GEV est ici appréhendée dans une perspective politique : elle illustre dans quelle mesure ces groupes sont considérés par la population comme des acteurs « capables » de prendre en charge certaines missions régaliennes.**

9 Nsaibia H. & Weiss C., [2018], Ansaroul Islam and the Growing Terrorist Insurgency in Burkina Faso, CTS Sentinel, vol. 11, issue 3

10 N'Goran P., Mossi A., Bleou B., [2023], C'est nous qu'on appelle les jihadistes. Etude sur les signaux d'alerte précoce de l'extrémisme violent dans les régions frontalières du nord de la Côte d'Ivoire, EAI/USAID

11 UNICRI, [2018], « Si les victimes deviennent bourreaux. Facteurs contribuant à la vulnérabilité et à la résilience à l'extrémisme violent au Sahel central. », International Alert, UNICRI, 2018 ; Pellerin M., [2019], « Armed Violence in the Sahara. Are we moving from Jihadism to Insurgency ? », Etudes IFRI, November 2019 ; Court-circuiter l'Etat islamique dans la région de Tillabéri au Niger, Rapport Afrique de Crisis Group N°289, 3 juin 2020 ; UNICRI, [2020], Many hands on an elephant. What enhances community resilience to radicalisation into violent extremism?

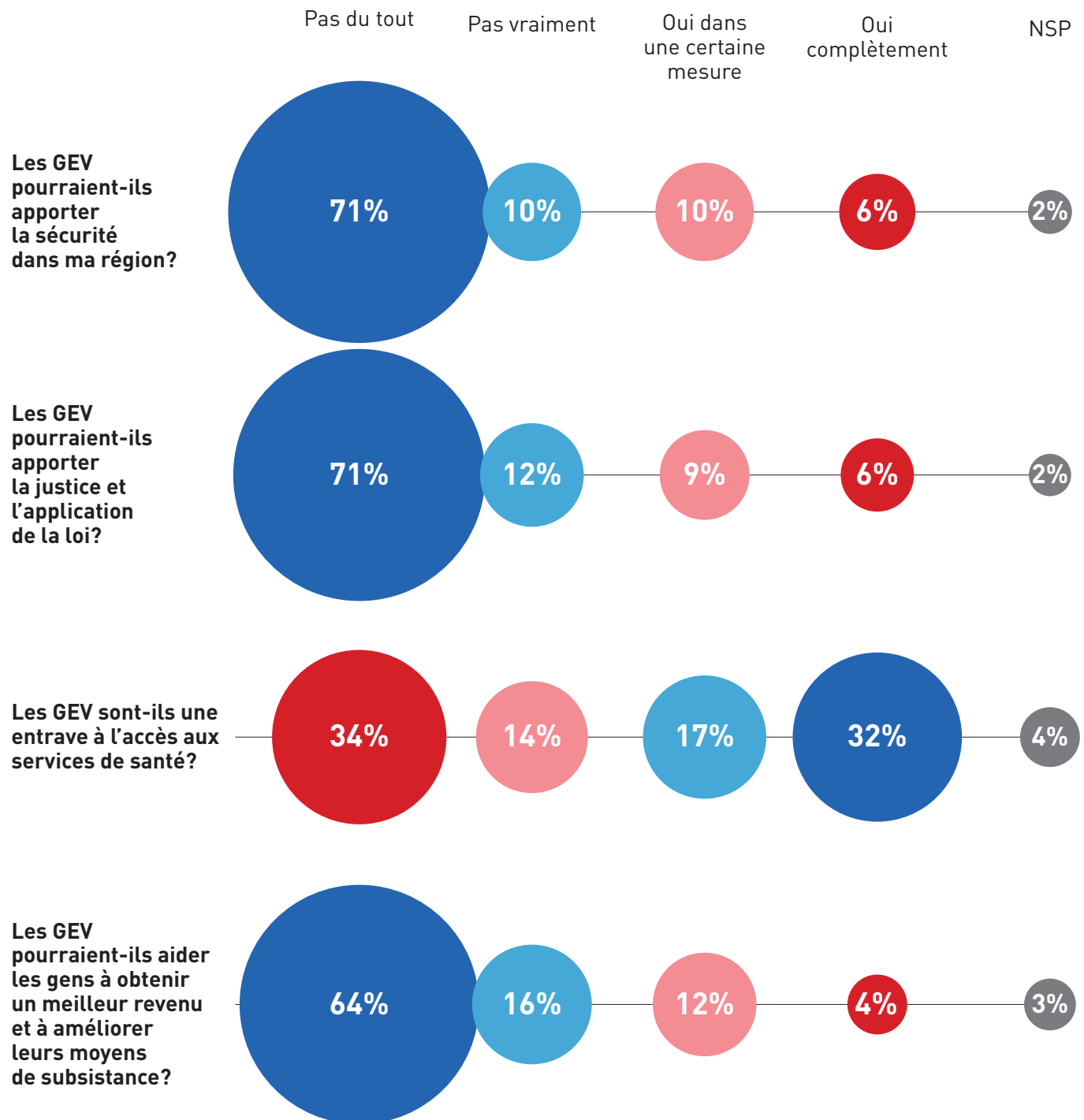
12 Le Roux, [2019], Confronting Central Mali's Extremist Threat, Africa Center for Strategies Studies

13 Ammour, [2020], How Violent Extremist Groups Exploit Intercommunal Conflicts in the Sahel, Africa Center for Strategies Studies

14 Ojielo O. et al., [2017], Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique : Moteurs, dynamiques et éléments déclencheurs, UNDP,

15 Akindès F., et al. [2023], Analyse des dynamiques sociales et économiques pour la prévention de l'expansion des Groupes Extrémistes Violents (GEV) dans l'Espace Comoé (Côte d'Ivoire), EAI/USAID

Figure 2. Proportion d'individus "légitimant" les capacités de gouvernance des GEV



Bien que les données varient sensiblement en fonction de l'action de gouvernance proposée, il est possible de constater qu'environ 15% des répondants ne récusent pas systématiquement les groupes armés : **près d'un habitant sur six considère que ces groupes pourraient améliorer la situation socioéconomique de leur localité.** L'hypothèse consiste ici à considérer qu'une localité

est d'autant plus à risque lorsque la population envisage ces groupes comme des « autorités » alternatives. Plus les individus considèrent que ces groupes peuvent faciliter leur quotidien et sont en ce sens capables de « remplacer l'Etat », plus il sera « facile » pour ces groupes de s'implanter localement.

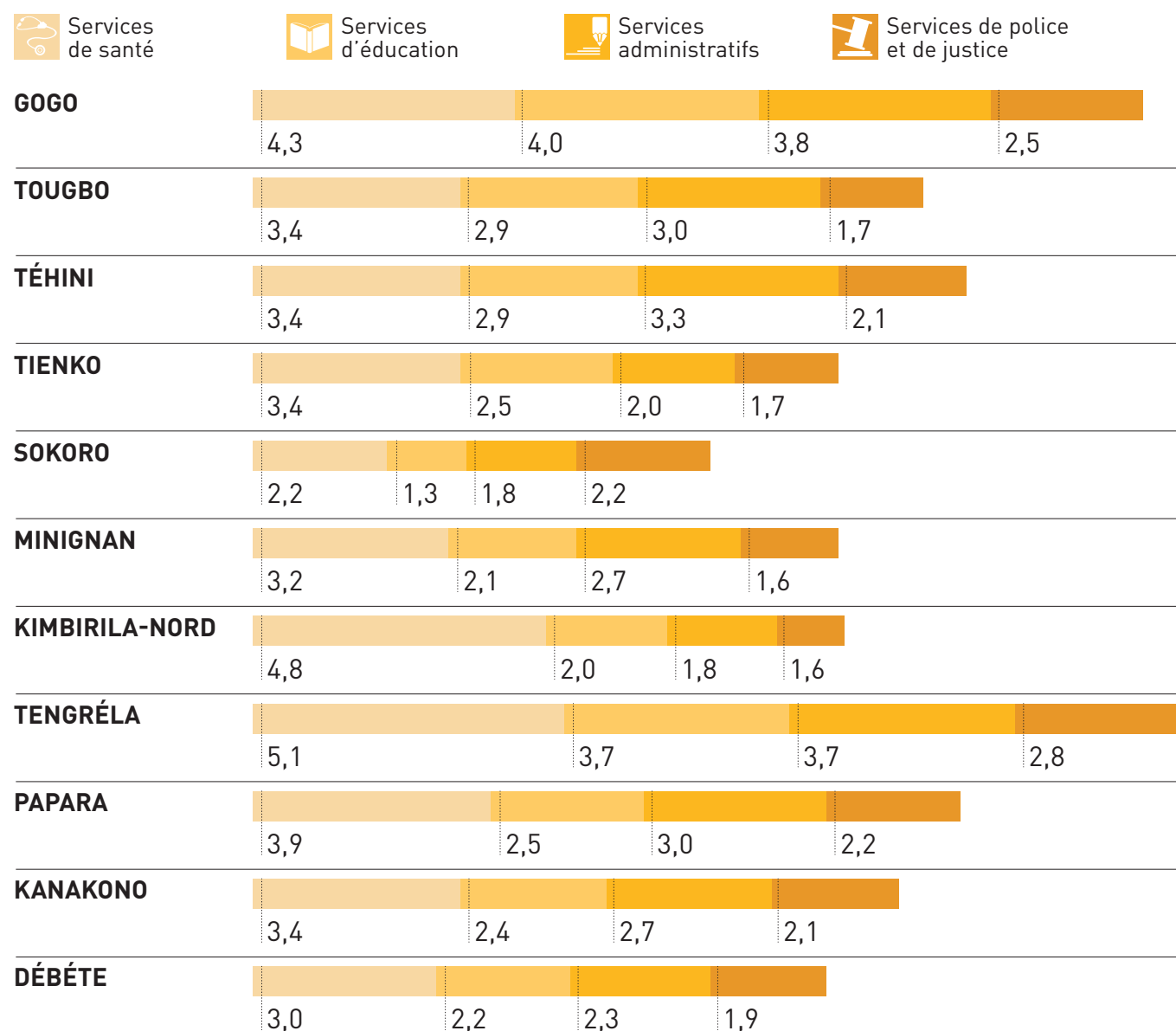
b Renforcer l'attachement à l'Etat et à ses institutions

L'expansion des GEV se nourrit par ailleurs du détachement citoyen vis-à-vis de l'Etat. Dans une certaine mesure, institutions étatiques et groupes armés sont « en concurrence » puisque ces derniers cherchent à proposer une offre politique alternative à celle de l'Etat. L'extension de la zone d'influence des GEV se nourrit donc de **l'érosion du crédit moral accordé aux institutions étatiques**.

En ce sens, comme montré par de nombreuses études, la propagation des groupes dans la région se renforce dans les zones désertées par l'Etat ou dans lesquelles celui-ci est décrédibilisé en tant que puissance gouvernante¹⁶. Infiltration sociale des GEV et confiance dans

l'Etat sont deux tendances concurrentes et incompatibles. La décision d'une personne de faire appel aux GEV pour gérer ses affaires courantes est généralement motivée par son manque de confiance envers les institutions existantes (ou lorsque ces institutions ne sont plus présentes ou visibles dans la localité). La tendance au sein de la population à déconsidérer les services fournis par l'Etat et à éviter de recourir à ses services témoigne d'un détachement problématique. Cette tendance illustre une perte de confiance vis-à-vis de l'Etat, une dynamique d'éloignement de la puissance légitime et peut donner lieu à la mise en œuvre de stratégies individuelles visant à « agir sans lui » même lorsque les services régaliens sont disponibles. La figure suivante

Figure 3. Scores “Tendance à l'éloignement de l'Etat”¹⁷



¹⁶ Hassan, Hamdy Abdelrahman, A New Hotbed for Extremism? Jihadism and Collective Insecurity in the Sahel (December 21, 2020). Asian Journal of Peacebuilding, Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=3752833>

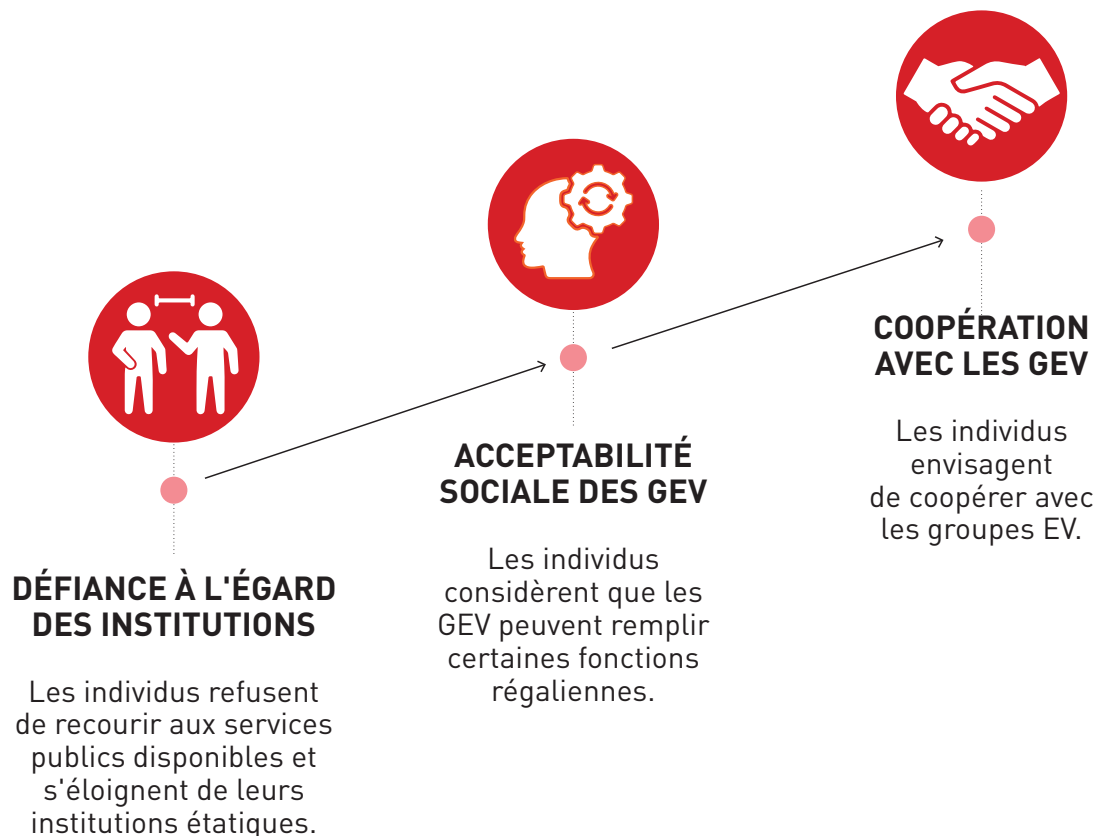
¹⁷ Plus le score est élevé dans une localité, plus un grand nombre de citoyens de cette localité dit éviter de recourir au type de service public concerné.

illustre la tendance des individus à éviter d'utiliser les services publics locaux. Plus précisément, cela peut se traduire par le fait de préférer se faire soigner de l'autre côté de la frontière plutôt que dans les établissements de santé locaux, ou de refuser de se rendre aux administrations pour récupérer des documents d'identification, par exemple. En d'autres termes, plus les scores sont élevés, plus les habitants de la localité se distancient de l'État et choisissent de « faire sans lui », même lorsque ces services sont disponibles.

La capacité d'expansion de l'influence des groupes armés dans la région doit donc être appréhendée à travers deux dynamiques : la lente érosion de la relation à l'État, du crédit accordé à sa capacité à assurer ses missions régaliennes cumulé à un sentiment d'acceptabilité sociale des GEV et de légitimation de leur capacité à remplacer l'État.

En résumé, le risque EV est ici conceptualisé dans une perspective politique comme un facteur perturbateur de la cohésion sociale verticale. **La menace qu'il s'agit d'éviter est celle d'une tendance des citoyens à s'éloigner de l'État et à se rapprocher des GEV.** Le risque EV contribue à fragiliser le lien entre les citoyens et leurs institutions étatiques tout en s'en nourrissant. Il illustre un continuum et peut être illustré à travers trois paliers (voir Figure 4). Un premier indicateur informe sur la tendance d'un individu à éviter de recourir aux services publics disponibles dans sa localité et rend compte des tendances locales au détachement de l'État. Une deuxième étape consiste à considérer les GEV comme des autorités gouvernantes potentielles. Enfin, le troisième palier témoigne d'une inclinaison à vouloir éventuellement coopérer avec ces groupes¹⁸.

Figure 4. Visualisation du risque de l'extrémisme violent



La menace EV s'appuie donc sur une trajectoire individuelle illustrant un décrochage citoyen vis-à-vis des institutions étatiques et un rapprochement vers les GEV comme « autorités » alternatives. **Plus ce comportement est partagé par les individus d'une localité, plus celle-ci est perméable à l'infiltration des GEV** (puisqu'il y aura davantage d'individus prédisposés à les consi-

dérer comme de potentielles sources d'autorité). L'objectif de l'Index est d'identifier les conditions qui doivent au contraire permettre de prémunir les communautés contre ce risque. La variable d'intérêt sur laquelle repose l'architecture de l'Index est donc le symétrique opposé à cette menace : **l'immunité sociale de la localité face à l'attractivité et l'influence des GEV**¹⁹.

¹⁸ Plus précisément, il illustre une disposition individuelle à remplacer la puissance étatique par les groupes armés (il s'agit ici de citoyens qui, en cas de situation de délit ou de crime, envisagent de se tourner vers ces groupes plutôt que vers les FDS par exemple)

¹⁹ La variable d'intérêt est construite à partir de la combinaison des trois indicateurs mentionnés dans la Figure 4. Comme tous les autres indicateurs composant l'Index, elle a fait l'objet d'une série de validations statistiques (analyse factorielle et Cronbach alpha) permettant de confirmer sa fiabilité, sa validité et sa pertinence pour mesurer le phénomène étudié.

2 Renforcer l'immunité sociale face à l'attractivité et à l'influence des GEV

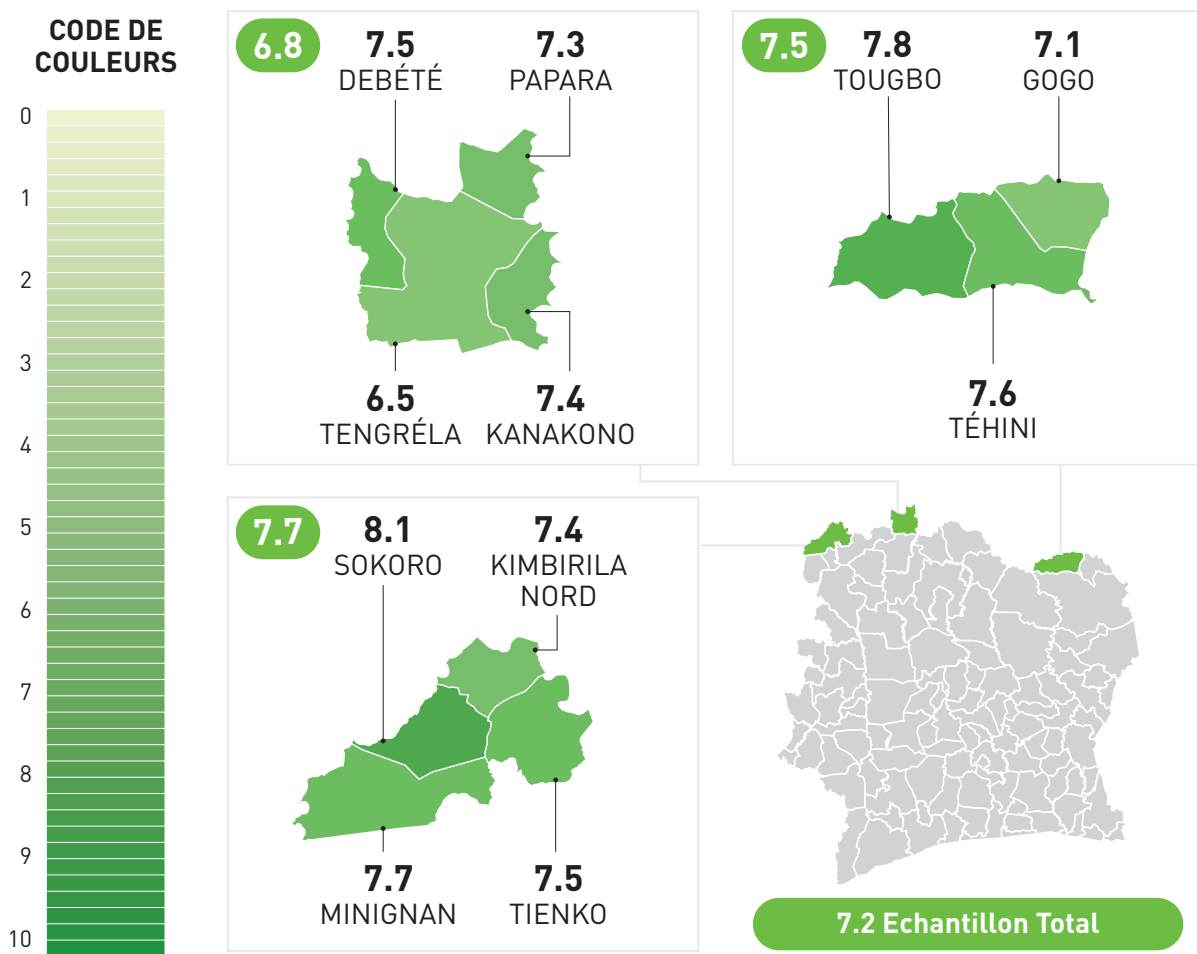
a Objectif de développement : rendre toutes les communautés immunes face au risque EV

Conformément à une approche conceptuelle de résilience, telle que celle développée par USAID, les analyses ont été menées sur un objectif de développement positif ²⁰. **Il a donc été nécessaire de travailler sur l'exact opposé de la perméabilité, à savoir l'immunité sociale face à la menace EV.** Une situation d'immunité sociale illustre donc une configuration dans laquelle les individus se sentent proches de l'Etat, ils ont recours aux services publics offerts, ils récusent les groupes armés comme potentielles forces de gouvernance alternatives et enfin refusent de coopérer avec eux.

Puisque les GEV proposent une « offre » qui entre en concurrence avec celle de l'Etat, l'objectif de l'Index

est de fournir les éléments qui puissent permettre aux communautés de ne pas céder à la tentation de cette offre alternative. L'immunité sociale rend compte ici du niveau d'insensibilité général à l'attractivité et l'influence des GEV. Dans cette perspective, **l'immunité sociale illustre une configuration locale de « résistance sociale » accrue à l'influence et à l'essor territorial des GEV.** Une communauté dotée d'une forte immunité sociale rend plus difficile l'infiltration des GEV dans le tissu social – car les individus y maintiennent un lien fort avec l'État et refusent de percevoir les groupes armés comme des alternatives légitimes.

Figure 5. Heatmap Immunité sociale



20 Bujones A.K., Jaskiewicz K., Linakis L., McGirr M., [2013], A Framework for Analyzing Resilience in Fragile and Conflict-Affected Situations, Columbia University, SIPA

Il est d'ores-et-déjà possible de constater que les deux sous-préfectures qui semblent être les moins immunes, et donc les plus perméables à l'infiltration des GEV, sont les localités de Tengréla et de Gogo. L'index est précisément construit pour faire en sorte que nul ne soit prêt à considérer ces groupes comme des autorités alternatives à l'Etat et qu'il informe sur les conditions qui renforcent l'immunité sociale des localités face à l'attractivité et à l'influence des GEV. Pour ce faire, les analyses statistiques ont identifié dans un premier temps les fac-

teurs de stress qui concourent à fragiliser cette immunité. Il s'agit donc de dynamiques qui tendent à créer un terreau fertile pour l'expansion de ces groupes armés (voir section 3). Dans un second temps, l'Index dresse l'inventaire des leviers de résilience c'est-à-dire des capacités locales qui permettent à certaines communautés de s'adapter aux facteurs de stress contextuels pour se prémunir contre l'infiltration sociale des GEV (voir section 4)

b Quel modèle de résilience ?

L'index de la résilience propose un cadre d'évaluation de la capacité des communautés vivant dans la zone d'implémentation du projet R4P à faire face, à s'adapter et à se rétablir face aux chocs (attaques terroristes) et aux facteurs de stress (conséquences socioéconomiques liées aux déplacements de populations vers la zone, dynamiques concurrentielles accrues autour de la terre, marginalisation, rapports compliqués aux FDS...) exploités par les GEV dans le Nord de la Côte d'Ivoire.

La construction de l'outil s'appuie donc sur un triple séquençage : évaluation du niveau d'immunité sociale face à l'attractivité et à l'influence des GEV (voir Figure 5), les facteurs de stress qui concourent à fragiliser cette immunité sociale (voir section 3) et enfin les capacités de résilience qui permettent aux communautés de parer l'avènement du risque malgré les chocs et stress subis (voir section 4).

Figure 6. Modèle conceptuel de l'index de la résilience



3 L'Index comme inventaire des capacités résilientes permettant de surmonter des chocs locaux et de préserver l'immunité sociale face aux GEV

La combinaison des résultats de deux types d'analyses (modèle prédictif et analyse de résilience)²¹ a permis d'identifier à travers différents angles les forces et les faiblesses des communautés face à la menace des GEV.

Ils sont autant de points d'entrées programmatiques pour éviter que l'influence des GEV ne s'étende dans le nord de la Côte d'Ivoire.

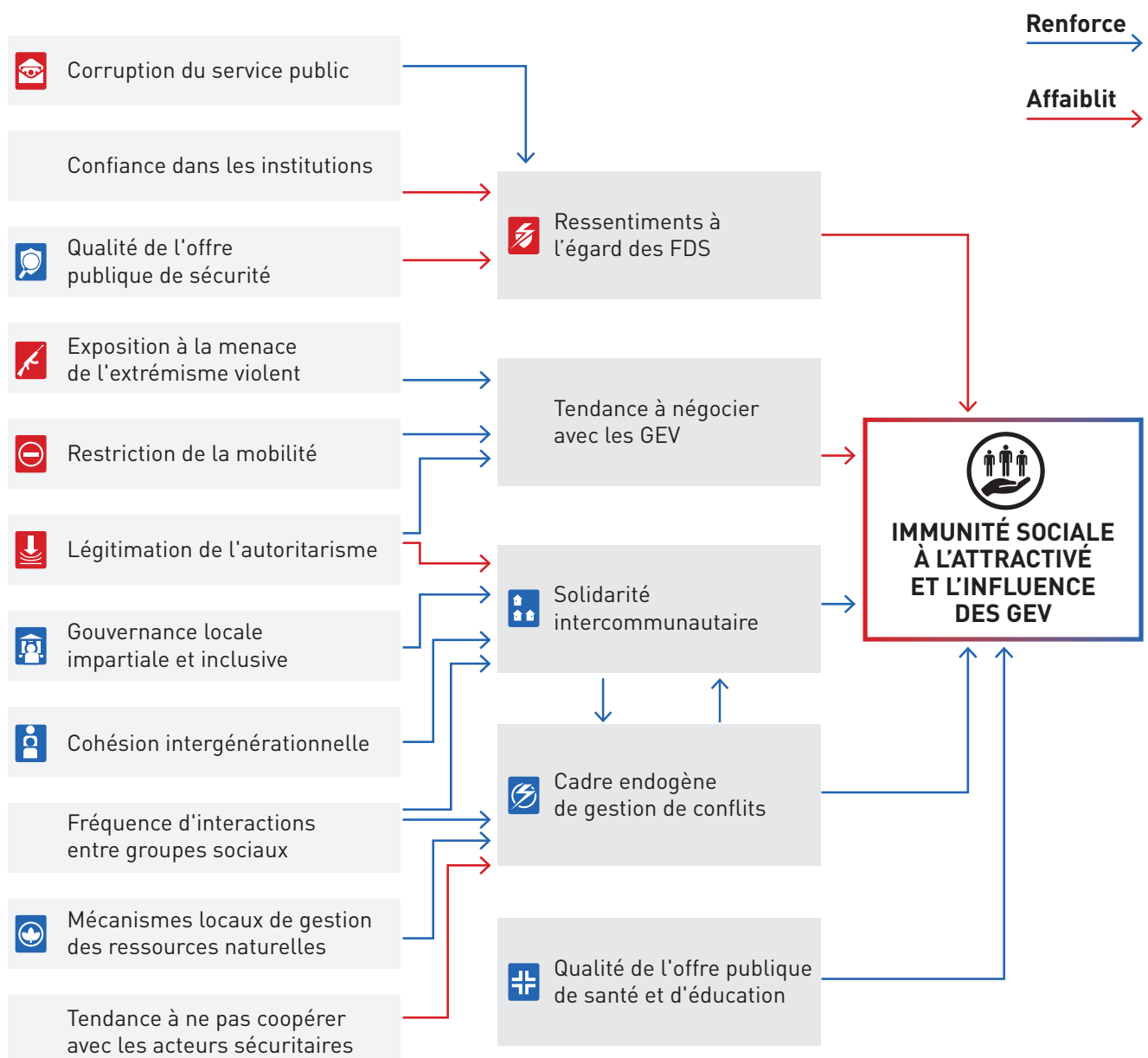
²¹ Voir méthodologie en introduction.

a Résultats du modèle prédictif

La variable d'intérêt du modèle est l'immunité sociale à l'attractivité et à l'influence des GEV. Le modèle prédictif informe sur l'ensemble des phénomènes qui « causent » l'immunité. En d'autres termes, la Figure 7 visualise l'ensemble des chaînes de causalité qui peuvent renforcer ou réduire l'immunité sociale. Le modèle fait apparaître deux « vagues » d'effets : il y a dans un premier temps les prédicteurs directs de l'immunité sociale

(Ressentiments à l'égard des FDS, Négociation avec les GEV, Cohabitation intercommunautaire, Mécanismes de prévention et de résolution des conflits, Accès aux services de santé et d'éducation) puis des prédicteurs indirects c'est-à-dire des phénomènes qui « causent » les déterminants directs (les indicateurs sur la gauche de la figure).

Figure 7. Résultats du modèle prédictif

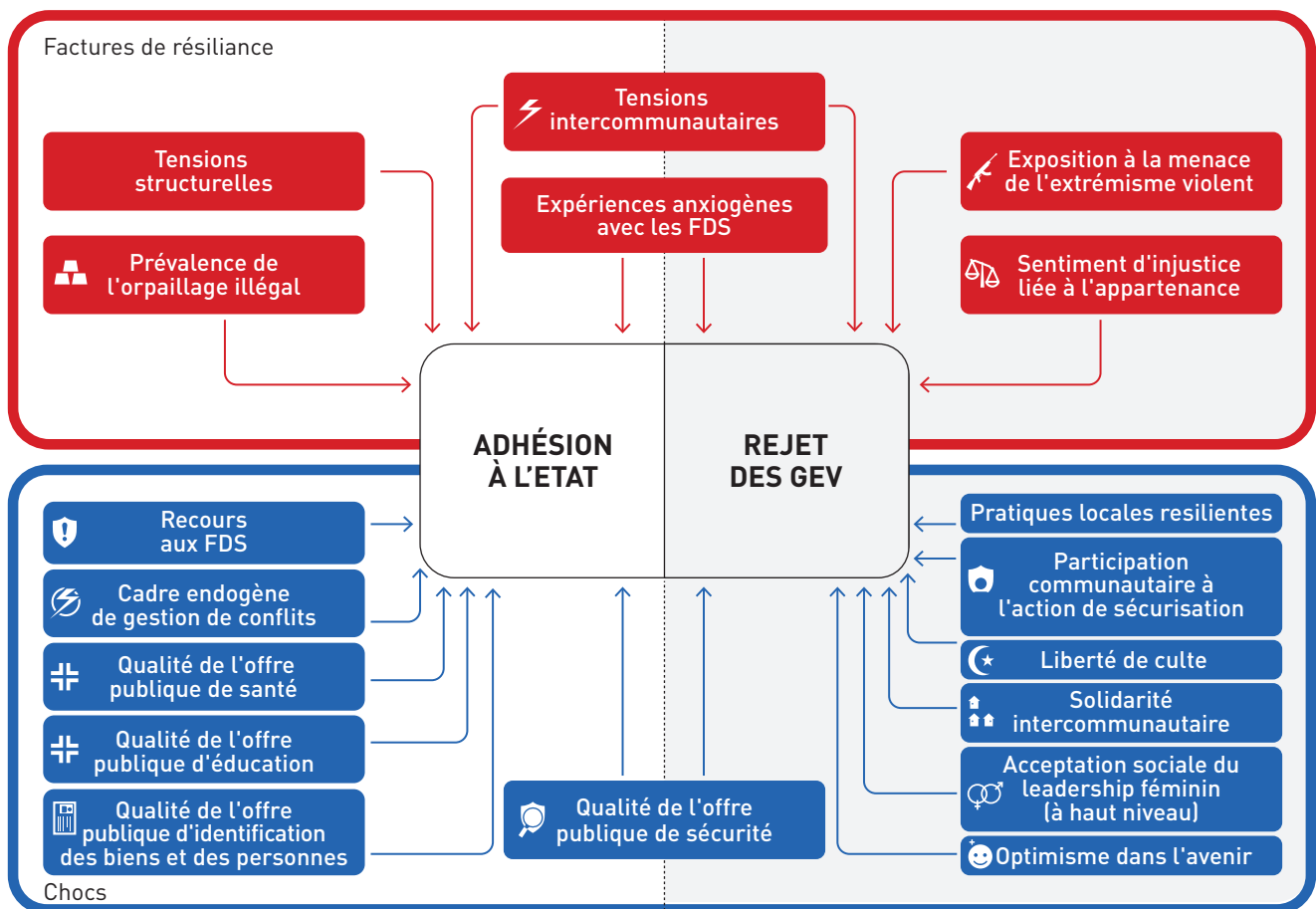


b Résultats de l'analyse de résilience

La variable d'intérêt du modèle est double : elle mesure l'adhésion des individus à l'Etat et la tendance des individus à rejeter les GEV. La figure fait dans un premier temps apparaître les facteurs de stress (en rouge). Ceux-ci décrivent les conditions, statistiquement identifiées, qui érodent l'immunité sociale. En d'autres termes, ils illustrent un terreau fertile facilitant l'expansion de l'influence des groupes armés.

Les phénomènes en bleu sont, eux, des facteurs de résilience car ils ont été identifiés comme des ressources qui permettent de résister aux adversités. En d'autres termes, si deux communautés sont simultanément soumises aux mêmes niveaux d'adversités (phénomènes en rouge), celle qui dispose des ressources (en bleu) se montrera davantage « équipée » pour parer à l'influence des GEV.

Figure 8. Résultats de l'analyse de résilience



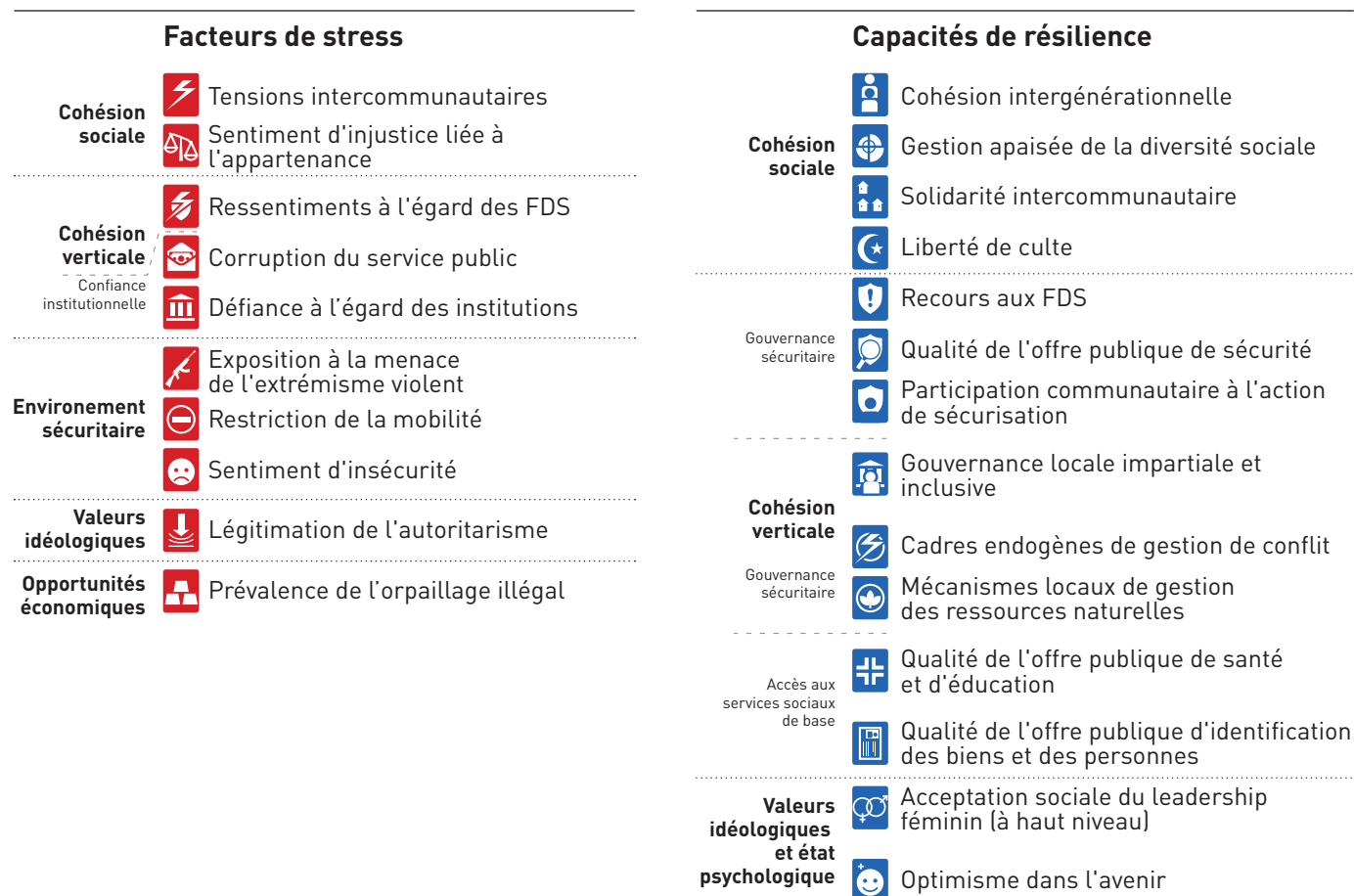
c Vers une checklist des capacités de résilience

Les deux analyses, bien qu'empruntant des techniques statistiques différentes, permettent d'apporter des enseignements complémentaires sur les facteurs de stress qui minent l'immunité sociale des communautés à l'influence des GEV comme sur les capacités de rési-

lience qui renforcent les communautés face à cette menace. Pour faciliter la compréhension des deux analyses menées, les résultats de chacune d'entre elles ont été combinés et ramenés sous la forme d'un visuel unique.

Figure 9. Modèle de l'index de la résilience

IMMUNITÉ SOCIALE À L'ATTRACTIVITÉ ET INFLUENCE DES GEV



Tous les indicateurs mentionnés dans la Figure 9 ont été statistiquement identifiés par l'une des deux analyses (Figures 7 et 8). Conformément au modèle conceptuel de résilience adopté (voir Figure 6), ces indicateurs sont catégorisés en facteurs de stress et en capacités de résilience. Ils agissent soit comme

- **Des éléments fragilisant l'immunité sociale** : ils illustrent donc des dynamiques qui configurent un terreau fertile à l'expansion et à l'infiltration des GEV.
- **Des éléments renforçant l'immunité sociale** : ils illustrent donc des vecteurs de résilience car ils permettent de maintenir le niveau d'immunité intact malgré l'exposition aux facteurs de stress existants.

Pour faciliter la lecture et la mise en œuvre de l'Index, le présent rapport doit donc être considéré comme une checklist des facteurs de stress et des capacités de résilience qui composent l'outil. Ils sont vingt-quatre au total (10 facteurs de stress et 14 capacités de résilience). Ces leviers ont ensuite été organisés en dimensions pour permettre une lecture davantage simplifiée et contextualisée de l'outil. Les facteurs de stress sont regroupés en cinq dimensions distinctes (section 3) tandis que les capacités de résilience sont groupées en 6 dimensions (voir section 4)²².

Le présent rapport doit donc être considéré comme une notice, un guide d'utilisation de l'Index. Il s'agit d'un guide de lecture de l'outil qui rend compte des indicateurs qui composent sa structure.

²² Voir en annexes la situation spécifique de chacune des sous-préfectures visitée. Un visuel individuel rapportant le score de chacun des 24 indicateurs pour chacune des localités a été produit.

SECTION III.

RESILIENCE A QUOI ?

QUELS SONT LES CHOCs ET LES STRESS A PARER ?

Comme le montre la Figure 9, plusieurs facteurs de stress ont été identifiés comme étant des vecteurs de vulnérabilité contribuant à détériorer l'immunité sociale contre l'influence et l'attractivité des GEV. Les dix facteurs de stress identifiés sont rassemblés sous cinq dimensions cohérentes mais néanmoins multidimen-

sionnelles et interdépendantes²³. Ils renvoient à des dynamiques liées à la cohésion sociale (1), à la relation aux institutions en place (2), à l'environnement sécuritaire (3), à la dimension idéologique (4) ou encore aux opportunités économiques (5).

1 Quelle est la menace à laquelle on souhaite échapper ?



Tensions intercommunautaires

Les localités du nord du pays connaissent des types et des niveaux variés de tensions structurelles. Ces tensions peuvent être liées à des litiges entre chefferies, des disputes liées au foncier, aux ressources naturelles ou encore aux rivalités politiques. Ainsi, une liste d'objets de disputes a été soumise aux répondants et il leur a été demandé de considérer dans quelle mesure chacun d'entre eux menait régulièrement à des épisodes de violence. La figure suivante permet alors de hiérarchiser



Sentiment d'injustice liée à l'appartenance

le « danger local » représenté par chacun de ces objets de tensions : plus le score est élevé pour un objet de tension, plus celui-ci est considéré par un grand nombre d'habitants comme étant particulièrement source de violence. On peut alors constater que quelle que soit la sous-préfecture, systématiquement les trois principaux enjeux de disputes sont les tensions entre éleveurs et agriculteurs, les disputes foncières et les disputes liées aux ressources naturelles.

Figure 10. Hiérarchisation des tensions locales

	Disputes foncières	Disputes liées aux Ressources Naturelles	Tensions agricultures /éleveurs	Rivalités politiques	Tensions interethniques	Tensions liées aux chefferies	Tensions liées aux migrations	Influences étrangères	Menaces des GEV
TENGRÉLA									
Débété	4.1	2.9	4.7	2.1	1.4	1.1	1.3	1.0	0.8
Kanakono	4.4	4.2	4.6	2.0	2.0	1.5	1.8	1.4	1.4
Papara	4.3	4.2	4.2	1.3	1.6	0.8	0.9	1.4	1.2
Tengéla	5.2	4.6	5.4	2.8	2.4	1.6	1.8	1.6	1.5
TÉHINI									
Tougbo	2.3	2.4	3.7	0.7	0.6	0.2	1.3	0.9	0.5
Téhini	1.3	1.9	4.2	0.6	0.7	0.2	0.3	0.3	0.2
Gogo	2.0	1.4	5.1	0.3	0.2	0.1	0.2	0.8	0.1
MINIGNAN									
Tienko	5.0	4.3	5.5	3.4	2.3	1.6	4.2	2.2	1.5
Sokoro	5.0	4.6	6.9	0.3	0.3	0.0	0.1	0.0	0.0
Kimbirila Nord	1.8	1.8	4.9	1.1	0.5	0.2	0.2	0.2	0.2
Minignan	4.3	3.7	7.0	2.0	0.4	0.2	0.2	0.4	0.2

²³ Voir l'approche conceptuelle développée par USAID ; <https://www.resiliencelinks.org/training-module/measuring-resilience>

Pour près d'un répondant sur deux la gestion de l'accès à la terre est source de conflits. La persistance de litiges fonciers et les difficultés historiques à résoudre ces problèmes peuvent dans une certaine mesure éroder la confiance accordée aux autorités étatiques et traditionnelles. La prévalence de sources de tensions et l'existence de disputes quotidiennes entre les communautés poussent les individus à s'éloigner de l'Etat. Une hypothèse pourrait consister à avancer que les populations ont tendance à rendre les institutions responsables des tensions expérimentées au quotidien.

Ce qui est ici mis en cause est probablement l'incapacité de l'Etat et de ses représentants à arbitrer et à résoudre les litiges. L'individu peut alors choisir de se détourner de l'Etat pour la prise en charge de ces problèmes. Usés par ces conflits récurrents, certains individus peuvent être séduits par une autorité alternative que représentent les GEV. De plus, ces tensions nouées autour d'objets de conflits particuliers influencent les relations quotidiennes entre les individus et contribuent à détériorer les interactions sociales.

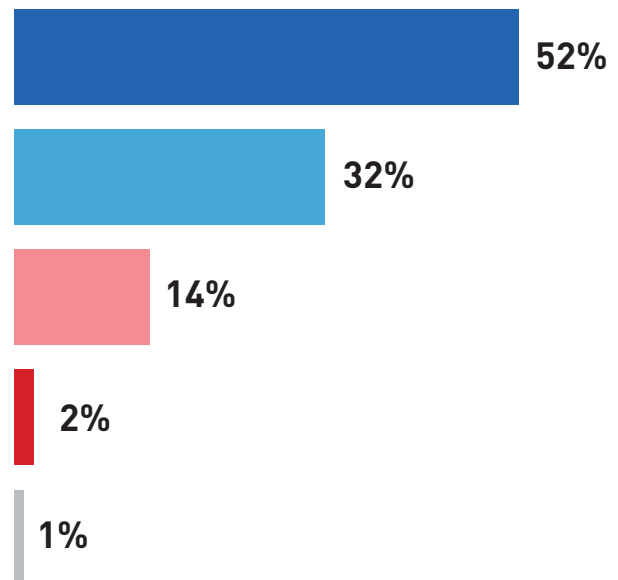
La question de l'arbitrage des conflits est particulièrement cruciale parce qu'elle conditionne le sentiment de vivre ensemble. Le sentiment d'être lésé lors de la résolution de disputes liées à l'accès aux ressources naturelles est un élément qui fragilise la cohésion sociale. En ce sens, les perceptions d'injustice en raison d'appartenance socioculturelle constituent des facteurs de stress significatifs pour les communautés locales.

Les nombreuses études menées sur les groupes armés dans le Sahel mettent régulièrement en avant les tactiques narratives de ces derniers qui sont orientées précisément vers le recrutement de candidats en situation de marginalisation²⁴ et nourrissant des griefs à l'encontre des institutions étatiques²⁵. Les individus marginalisés étant des proies faciles pour les GEV, ces derniers pouvant « plus facilement » convaincre les individus « abandonnés » par les autorités en place. L'analyse de résilience confirme cette hypothèse : le sentiment d'injustice lié à l'appartenance crée des conditions pouvant faciliter l'acceptation des GEV. En d'autres termes, **les individus marginalisés ont potentiellement plus tendance que les autres à considérer que ces groupes pourraient être légitimes pour remplir des missions de gouvernance.**

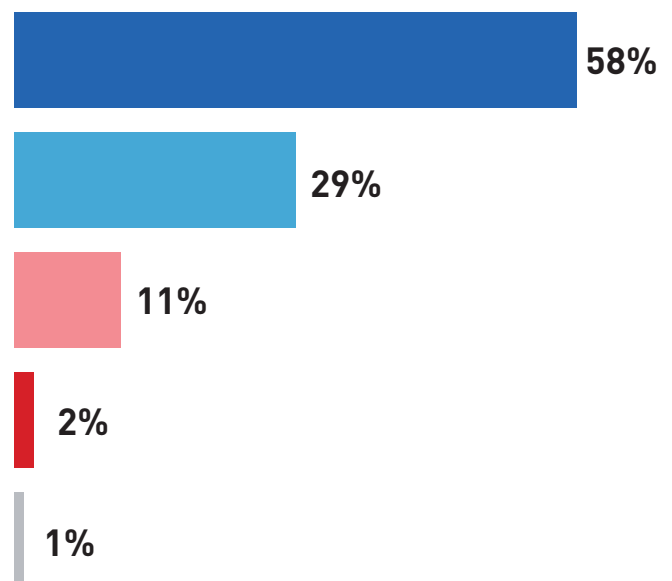
Figure 11.
Pourcentages liés aux tensions quotidiennes

■ Jamais ■ Rarement ■ Souvent ■ Toujours ■ NSP

Des provocations et insultes entre des individus issus de groupes ethniques différents



Des bagarres ou des incidents isolés entre deux individus, de groupes ethniques différents peuvent conduire à des conflits ouverts qui finissent par opposer deux communautés



24 USAID, "Mixed method study: gender differentiated drivers of violent extremism in central Sahel", Sahel CVE Research, 15 November 2021.

25 Ozonnia Ojielo and others, Journey to Extremism in Africa: Drivers, Incentives, and the Tipping Point for Recruitment (New York: UNDP, 2017) ; Harriet Allan and others, Drivers of Violent Extremism: Hypotheses and Literature Review (London: Royal United Services Institute, 2015).

Les variations dans le sentiment d'injustice lié à l'appartenance sont significatives à l'échelle des départements : les répondants de Tengréla ont, plus que les répondants de Téhini et de Minignan, tendance à se sentir marginalisés. Aucune différence significative n'a été observée en fonction de l'âge, du genre ou encore du niveau d'éducation. En d'autres termes, **le sentiment d'injustice lié à l'appartenance ne s'arrime pas à un statut social particulier mais davantage à l'exposition à une série de phénomènes localisés** (voir Figure 12)²⁶.

Les facteurs négativement associés au sentiment d'injustice lié à l'appartenance confirment une tendance sociologique avérée : l'isolement de l'individu est le résultat de missions inabouties des agents de socialisation traditionnels. A savoir ici : une entité familiale défaillante, des relations intergénérationnelles compliquées, des rapports tendus avec les membres de son groupe social, une liberté de culte jugée périlleuse et enfin des autorités politiques locales peu à l'écoute des minorités.

Figure 12. Corrélations à l'indicateur « Sentiment d'injustice lié à l'appartenance »



²⁶ Les éléments apparaissant dans la figure sont les facteurs associés au sentiment de suspicion. Ils ont été identifiés à l'aide de corrélations de Pearson qui mesurent la force de la relation linéaire entre deux variables. Une corrélation permet d'identifier l'existence d'une liaison entre deux variables : elle décrit la « covariance ». Lorsqu'une corrélation est avérée cela signifie que les deux phénomènes mesurés ne sont pas indépendants. Cela ne signifie pas l'existence d'une causalité mais plutôt d'une association entre deux phénomènes.

2 Les facteurs de stress liés à la cohésion verticale



Ressentiments à l'égard des FDS



Corruption du service public

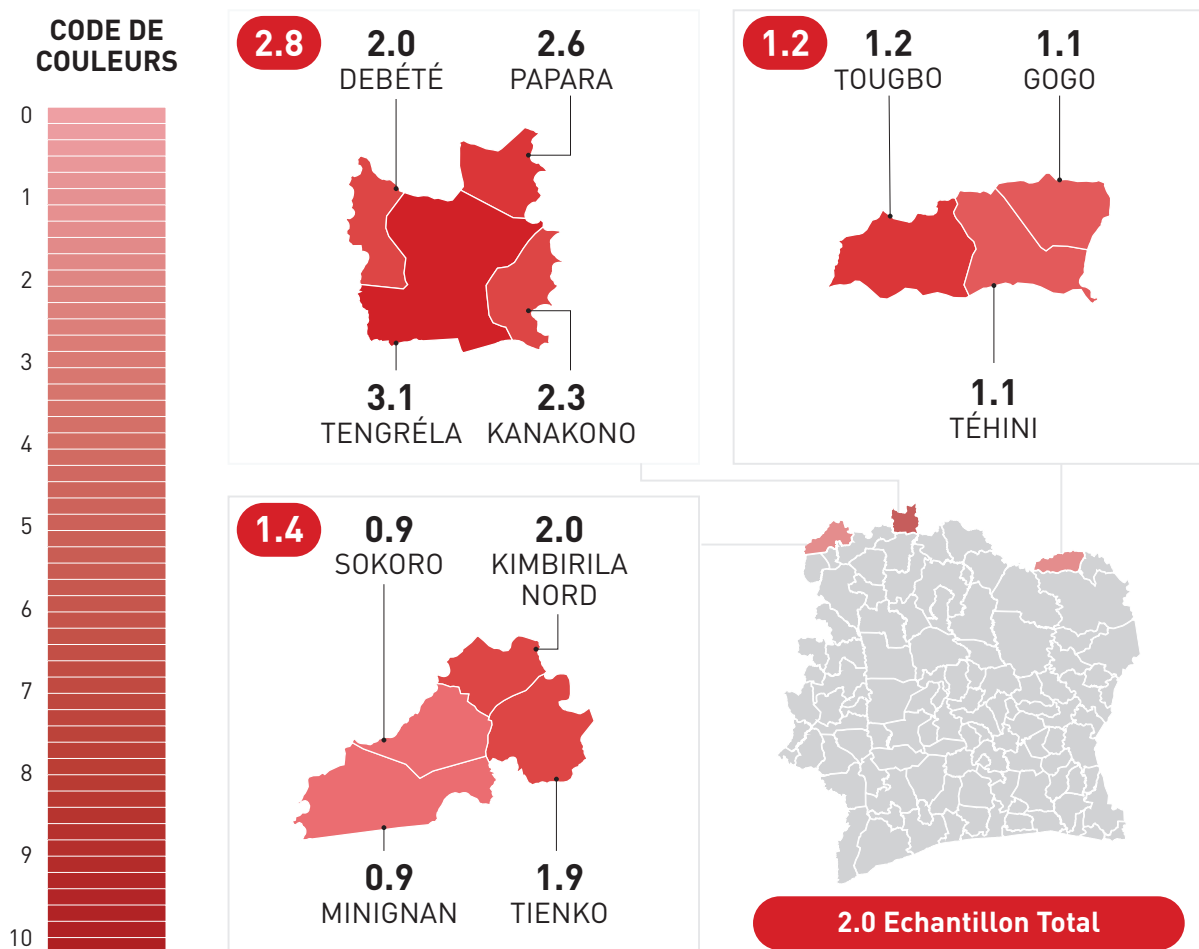


Défiance à l'égard des institutions

Les sentiments négatifs envers les FDS ne sont pas exclusivement liés au traitement sécuritaire du problème. Le modèle prédictif démontre, par exemple, que les sentiments négatifs envers les FDS s'amplifient lorsque la corruption perçue dans les divers secteurs publics s'accroît (éducation, justice, services administratifs, etc.). En d'autres termes, l'image et la relation entre les FDS

et les citoyens se détériorent aussi en raison des suspicions de corruption qui planent sur l'ensemble de l'appareil administratif. Pour corroborer cette hypothèse, le modèle montre que la confiance dans les institutions de manière générale est un déterminant de la façon dont les FDS sont considérées par les populations.

Figure 13. Heatmap Ressentiments envers les FDS



L'enjeu ici ne réside pas dans la présence des FDS mais plutôt dans l'interaction et la perception de ces autorités. Cette dernière est en outre directement liée au regard porté par les individus sur l'ensemble du tissu institutionnel. Dans une certaine mesure, les FDS sont

« jugées » à l'aune du fonctionnement général de l'Etat. Lorsque les populations ont le sentiment que certains domaines de l'action publique sont corrompus (que cela soit l'éducation, la santé ou encore la justice), les FDS en « payent le prix ».

Il est également intéressant de noter qu'il existe un lien de corrélation significatif entre la confiance dans les FDS et la compétition autour des ressources naturelles. Cela signifie que lorsqu'est observé une intensification de la compétition autour des ressources en eau, en or, autour des terres agricoles et pastorales, il est également observé une dégradation de la confiance dans les FDS. Ces dernières sont des intervenants clés dans la gestion des ressources naturelles dans la mesure où elles sont

directement impliquées dans la régulation des activités et des compromis liés à l'usage de ces ressources. Les FDS incarnent l'autorité chargée de faire respecter l'interdiction des activités dans ces zones, ce qui en fait des partenaires incontournables pour la négociation ou, à défaut, pour la répression. Cette tendance confirme l'hypothèse selon laquelle la perception des FDS par les populations est indexée à l'application du droit à la sécurité mais également à des enjeux extra-sécuritaires.

3 Les facteurs de stress liés à l'environnement sécuritaire



Exposition à la menace de l'extrémisme violent



Restriction de la mobilité



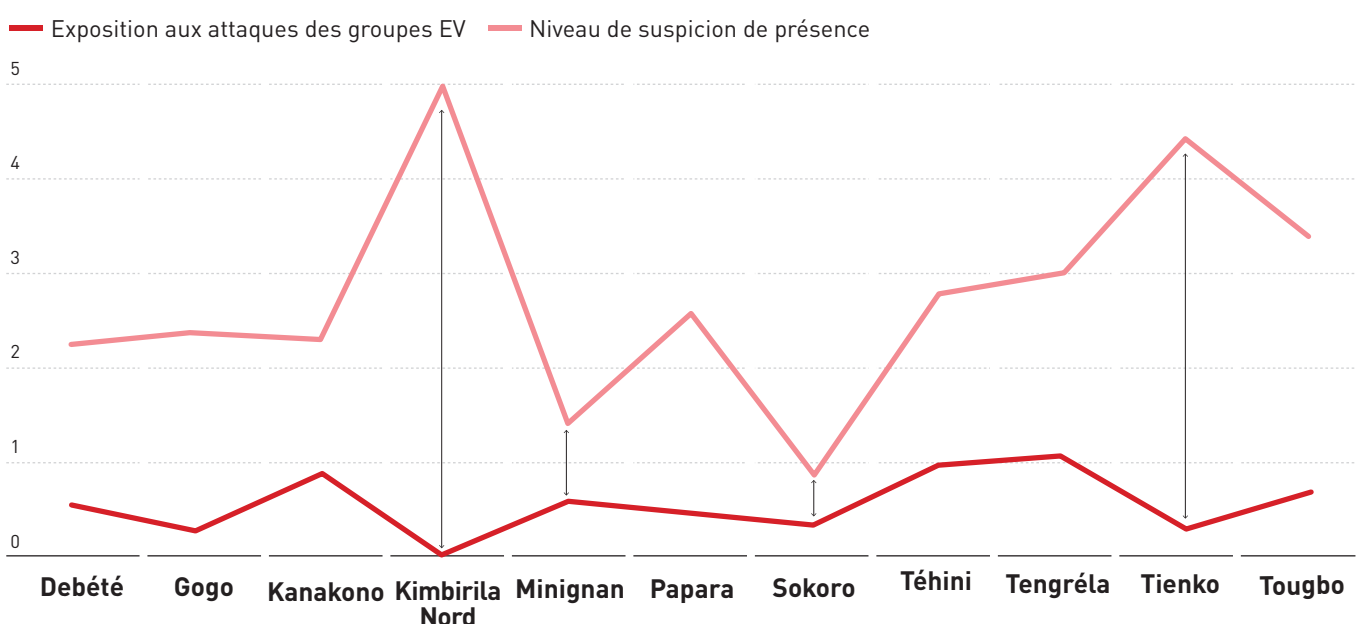
Sentiment d'insécurité

L'exposition aux attaques est un choc qui fragilise les communautés et favorise l'expansion de l'influence des GEV. Le modèle prédictif (voir Figure 7) montre que plus les individus sont exposés à des attaques, plus ces derniers ont tendance à négocier avec eux et donc plus ces GEV s'infiltrent dans la localité. Le modèle informe dans une certaine mesure sur l'efficacité de la stratégie de ces groupes : ils attaquent les populations et contraignent leur quotidien jusqu'à obtenir une forme d'adhésion par dépit.

Depuis les attaques de Kafolo en 2020, d'autres locali-

tés ont fait l'expérience d'actions violentes de la part des groupes armés ²⁷. Les attaques des GEV agissent comme une onde de choc qui fragilise les communautés du nord du pays et suscite des sentiments de suspicion diffus. Il est d'ailleurs à remarquer qu'il existe un écart entre la crainte d'être attaqué et l'expérience de violences EV : les localités les plus suspicieuses ne sont pas celles qui sont le plus à risque. La Figure 14 montre par exemple que ce sont les deux localités les moins exposées à des attaques qui ont le plus tendance à suspecter la présence de la menace EV.

Figure 14. Ecart entre attaque et suspicion de présence des GEV



²⁷ N'Goran P., Mossi A., Bleou B., (2023), C'est nous qu'on appelle les jihadistes. Étude sur les signes avant-coureurs de l'extrémisme violent dans les régions frontalières du nord de la Côte d'Ivoire, EAI/USAID.

Néanmoins, par-delà la question de la suspicion de présence, les résultats des analyses convoquent plusieurs indicateurs liés à la sécurité physique. Ils mettent en évidence des liens entre la mobilité restreinte, l'insatisfaction à l'égard des forces de sécurité, le manque de coopération avec les acteurs de la sécurité et l'exposition aux attaques. Ensemble, ces indicateurs contribuent à décrire des enjeux liés à l'insécurité physique et illustrent plus généralement une insatisfaction quant au traitement sécuritaire des dynamiques EV. Concrètement, le sentiment chez les répondants de voir leur mobilité restreinte et de ne pas se sentir pleinement en sécurité est quelque chose qui fragilise l'immunité sociale de la localité. Par exemple, le fait que certains individus se restreignent dans leur routine quotidienne pour des raisons de sécurité (éviter d'aller au marché, ne plus traverser la frontière, réduire les déplacements pour visiter des proches) participe à questionner la qualité du service fourni par les FDS et à envisager de négocier avec les GEV.

En résumé, **les attaques (et la suspicion d'attaques) des groupes armés constituent un choc pour deux raisons essentielles** : d'abord, elles instillent un climat

d'insécurité, contraignent la liberté de mouvement et **poussent les individus à la résignation et à la négociation avec ces groupes**. Ensuite, la possibilité d'attaques alimente **un sentiment général de méfiance** et de peur au sein des populations déjà vulnérables. Cette méfiance peut se traduire par une stigmatisation des membres d'autres groupes et participer à la détérioration des relations intergroupes.

La question du traitement sécuritaire est donc cruciale pour les populations. Lorsque celui-ci est jugé déficient par les individus, la localité s'expose davantage à l'acceptation sociale des GEV. **Le respect du droit à la sécurité est une condition essentielle pour le bien-être et la satisfaction des besoins immédiats des individus. Lorsque le garant de ce droit, l'Etat, est considéré comme défaillant les individus sont plus facilement enclins à chercher une autorité alternative susceptible de l'appliquer.** Par ailleurs, ce nexus d'indicateurs articulés à la question sécuritaire affecte la relation des populations avec les FDS, puisqu'elles sont considérées comme étant le principal acteur en charge d'appliquer le droit à la sécurité physique.

4 Les facteurs de stress liés aux valeurs idéologiques : le réflexe autoritariste



Légitimation de l'autoritarisme

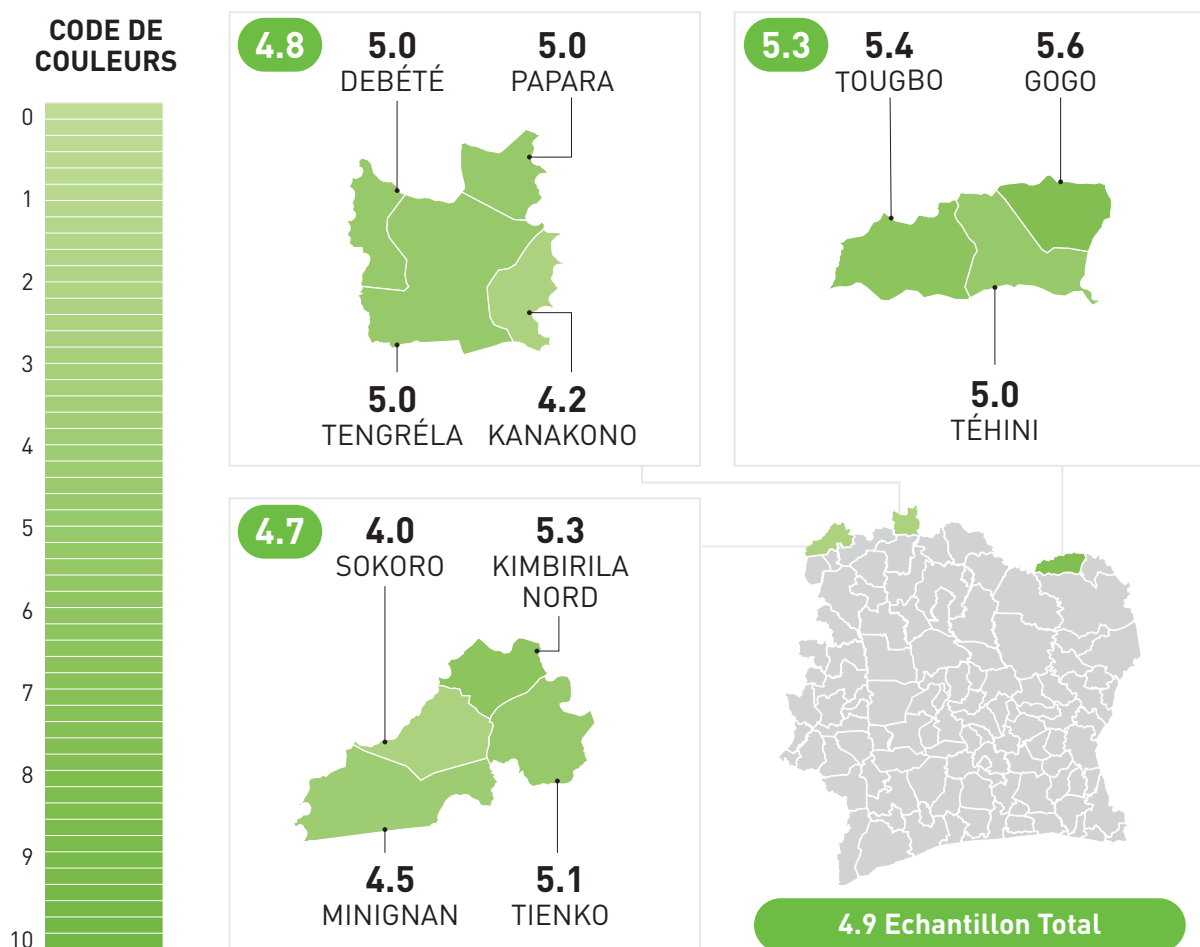
La présence de l'indicateur « légitimation de l'autoritarisme » au cœur du modèle résonne avec le contexte politico-sécuritaire régional et peut être considéré comme un signal d'alarme. Cet indicateur décrit une sensibilité au côté martial du pouvoir. Il met en évidence une tendance chez certaines personnes à penser que les principes démocratiques pourraient être suspendus dès lors qu'il s'agirait de résoudre des problèmes urgents et essentiels. En ce sens, cet indicateur peut être considéré comme un symptôme potentiel des dynamiques observées chez les pays voisins où l'expansion de la menace des GEV dans le Sahel a ensuite généré une deuxième onde de choc sur l'espace politico-institutionnel conduisant à des prises de pouvoir non-démocratiques.

Un résultat particulier mérite ici d'être mis en lumière : les femmes ont significativement plus tendance que les hommes à soutenir les narratifs autoritaires et le recours aux solutions martiales. Une explication contextuelle à ce phénomène consiste à considérer que les femmes sont souvent en charge de la satisfaction immédiate des besoins essentiels du ménage (aller au marché, préparer le repas...) et sont donc davantage confrontées aux limitations rencontrées du fait de la situation sécuritaire. L'inclinaison spontanée consiste à s'en remettre à un narratif autoritaire qui propose des solutions « simples » pour résoudre les problèmes. En ce sens, les discours autoritaires peuvent trouver un écho plus favorable lorsque la satisfaction des besoins essentiels est en péril.

La présence des «légitimation de l'autoritarisme» comme facteur de stress informe sur **la menace que ces groupes font peser sur la stabilité institutionnelle et sur leur capacité d'ébranlement du sentiment démocratique.**

mocratique. L'insatisfaction de la prise en charge d'un point de vue sécuritaire du problème par les autorités peut s'accompagner d'un renforcement de légitimation de l'autoritarisme.

Figure 15. Heatmap légitimation de l'autoritarisme



5 Les facteurs de stress liés aux opportunités économiques : la question de l'orpaillage illégal

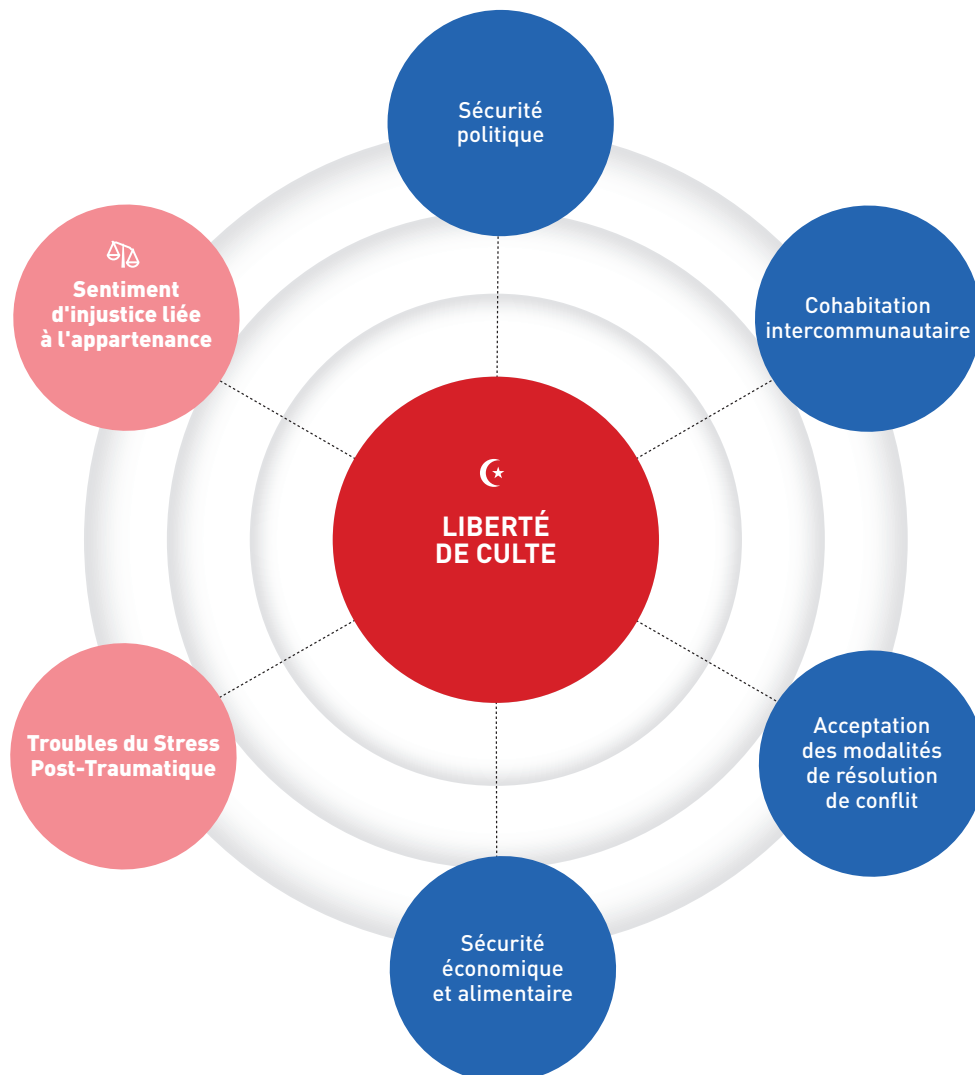


Prévalence
de l'orpaillage illégal

Les activités d'orpaillage ont un effet sur les interactions sociales puisqu'elles s'accompagnent d'un accroissement de contacts avec les étrangers – ces derniers se déplaçant pour accéder aux opportunités financières liées à l'orpaillage²⁸ et pouvant alors potentiellement générer des tensions intergroupes. Enfin, l'enjeu financier est essentiel. L'augmentation de ces activités s'accompagne en général d'une augmentation

du pouvoir d'achat. De plus, la corrélation négative avec la propriété foncière renforce l'hypothèse selon laquelle ce sont les individus n'ayant pas accès à la terre qui sont les principaux candidats à ces activités. À défaut de propriété terrienne et disposant d'un pouvoir d'achat limité, les individus se tournent vers l'opportunité économique qu'offre la ressource en or.

Figure 16. Corrélations à l'indicateur "Prévalence de l'orpaillage illégal "



²⁸ Les indicateurs en jaune sont positivement corrélés à l'ampleur des activités d'orpaillage (ce qui signifie que leur variation est similaire : lorsque les activités d'orpaillage s'intensifient, les phénomènes en jaune également). L'indicateur en rouge est lui négativement corrélé : propriété foncière et activités d'orpaillage évoluent en « sens opposé ».

SECTION IV.

COMMENT ÊTRE RÉSILIENT À L'EXTRÉMISME VIOLENT ? INVENTAIRE DES CAPACITÉS DE RÉSILIENCE

Les stress évoqués dans la section précédente contribuent à affecter l'immunité sociale des communautés face aux GEV. Néanmoins, malgré l'exposition à ces perturbations, une série de capacités permettent aux localités de préserver et de renforcer leur immunité. Ces capacités sont dites de résilience car elles permettent aux communautés de faire face aux facteurs de stress contextuels sans pour autant devenir davantage

perméables à l'influence et à l'attractivité des GEV. Ces capacités, comme le montre la Figure 9, relèvent de différentes dimensions : capital social communautaire (1), gouvernance sécuritaire locale (2), prise en charge politique inclusive des disputes locales (3), accès aux services publics essentiels (4), question d'égalité de genre (5) ou encore de développement économique local (6).

1 Les capacités de résilience liées à la cohésion sociale horizontale



*Cohésion
intergénérationnelle*



*Gestion apaisée de
la diversité sociale*



*Solidarité
intercommunautaire*



*Liberté
de culte*

La qualité des relations intra et intergroupes constitue un obstacle à l'extension de l'influence des groupes armés. Lorsque les relations intergénérationnelles sont pacifiées et lorsque les différents groupes sociaux coexistent de manière pacifique, le pouvoir d'attraction des GEV est neutralisé.

D'abord, la qualité des relations entre les générations est essentielle dans le maintien de la cohésion sociale. Dans les localités visitées, les rapports entre aînés et anciens sont en général harmonieux : les jeunes cherchent conseil auprès des anciens, il existe une relation de respect et les deux générations interagissent et

coopèrent. Néanmoins, des enjeux conflictuels peuvent apparaître notamment lorsqu'il est question d'opportunités économiques. Les résultats montrent que ces types de tensions sont alors extrêmement localisés²⁹.

La question des relations intergroupes est également cruciale. Une cohabitation pacifique est définie ici comme un engagement proactif dans des interactions entre les différents groupes. Il s'agit de localités où les individus issus de différents groupes interagissent, où il y a une véritable mixité sociale et où des pratiques locales d'entraide et de solidarité sont mises en œuvre.

Figure 17. Pratiques d'entraides communautaires

■ Souvent ■ Toujours

ACTES D'ENTRAIDE INTERGROUPE

Même s'ils ne sont pas du même groupe ethnique, les gens s'entraident si l'un d'entre eux a besoin d'argent ou besoin d'aide pour un travail par exemple	38%	36%
Même s'ils ne sont pas du même groupe ethnique, les gens se consolent entre eux lorsqu'il leur arrive malheur	34%	49%
On critique des gens qui aident les membres d'un autre groupe ethnique que le leur	8%	4%

GESTION APAISÉE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE

On évite d'aborder des sujets sensibles	29%	31%
Dans ma localité, on recourt souvent à l'alliance à plaisanterie ou d'autre type d'alliance	31%	49%
Dans ma localité, on utilise beaucoup la dérision comme moyen de surmonter nos tensions et disputes	33%	40%

²⁹ Par exemple, dans le département de Minignan, se trouvent les deux sous-préfectures dans lesquelles les rapports intergénérationnels sont les plus conflictuels (Kimbirila-Nord et Tienko) parmi toutes les localités visitées mais également la sous-préfecture dans laquelle ces relations sont les plus apaisées (Sokoro). On trouve donc au sein d'un même département la localité dans laquelle les relations intergénérationnelles sont les plus harmonieuses et celle où ces relations sont les plus conflictuelles.

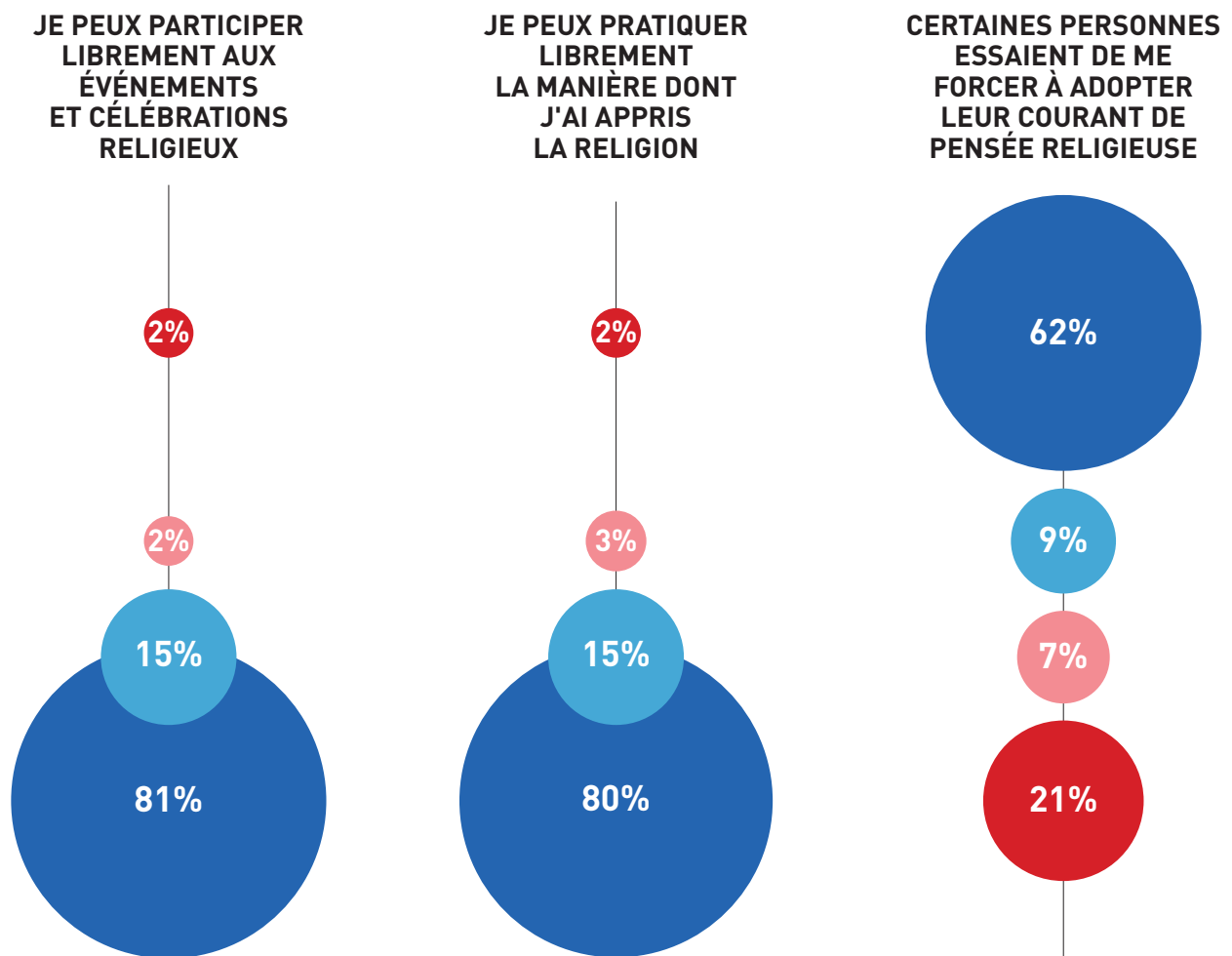
Cette situation représente une configuration de paix positive qui implique la coopération et le dialogue inter-culturel. Dès lors, la mise en œuvre de mécanismes de résolution pacifique des conflits et la promotion de modalités de gestion inclusives des affaires locales doivent être considérés comme des mécanismes essentiels pour préserver et renforcer ce capital social à l'échelle

communautaire (voir la dimension 3).

Par ailleurs, la liberté de culte, qui permet à un individu de pratiquer sa foi sans contraintes, constitue un facteur de résilience contre l'extrémisme violent. Les individus libres dans leur pratique religieuse sont moins susceptibles d'être attirés par les groupes extrémistes.

Figure 18. Liberté de culte

■ Pas du tout ■ Pas vraiment ■ Oui, dans une certaine mesure ■ Oui, totalement



La corrélation positive entre la liberté de culte et les autres dimensions de la sécurité humaine, telles que la sécurité économique, politique et alimentaire, confirme le caractère multidimensionnel du concept de sécuri-

té humaine. Cette interdépendance souligne la nécessité d'adopter une approche intégrée pour promouvoir le bien-être et la sécurité globale des individus et des communautés. De plus, la corrélation entre sécurité

religieuse, cohabitation intercommunautaire et acceptation des modalités de résolution des conflits souligne la dépendance mutuelle entre respect des pratiques religieuses et cohésion sociale. Une liberté de culte renforcée favorise un environnement social où le vivre ensemble est encouragé. En reconnaissant cette interconnexion, les efforts visant à promouvoir la liberté de culte peuvent également contribuer à renforcer la cohésion sociale et à prévenir les tensions intercommunautaires.

Enfin, la corrélation négative entre la liberté de culte, le sentiment d'injustice lié à l'appartenance et les troubles du stress post-traumatique suggère que la pratique religieuse offre un sentiment de stabilité et d'appartenance, un cadre de valeurs qui favorisent la résilience et la cohésion sociale, contribuant ainsi au bien-être psychologique des individus.

Figure 19. Corrélations à l'indicateur « Liberté de culte »



2 Les capacités de résilience liées à la gouvernance sécuritaire



Recours
aux FDS



Qualité de l'offre
publique de sécurité

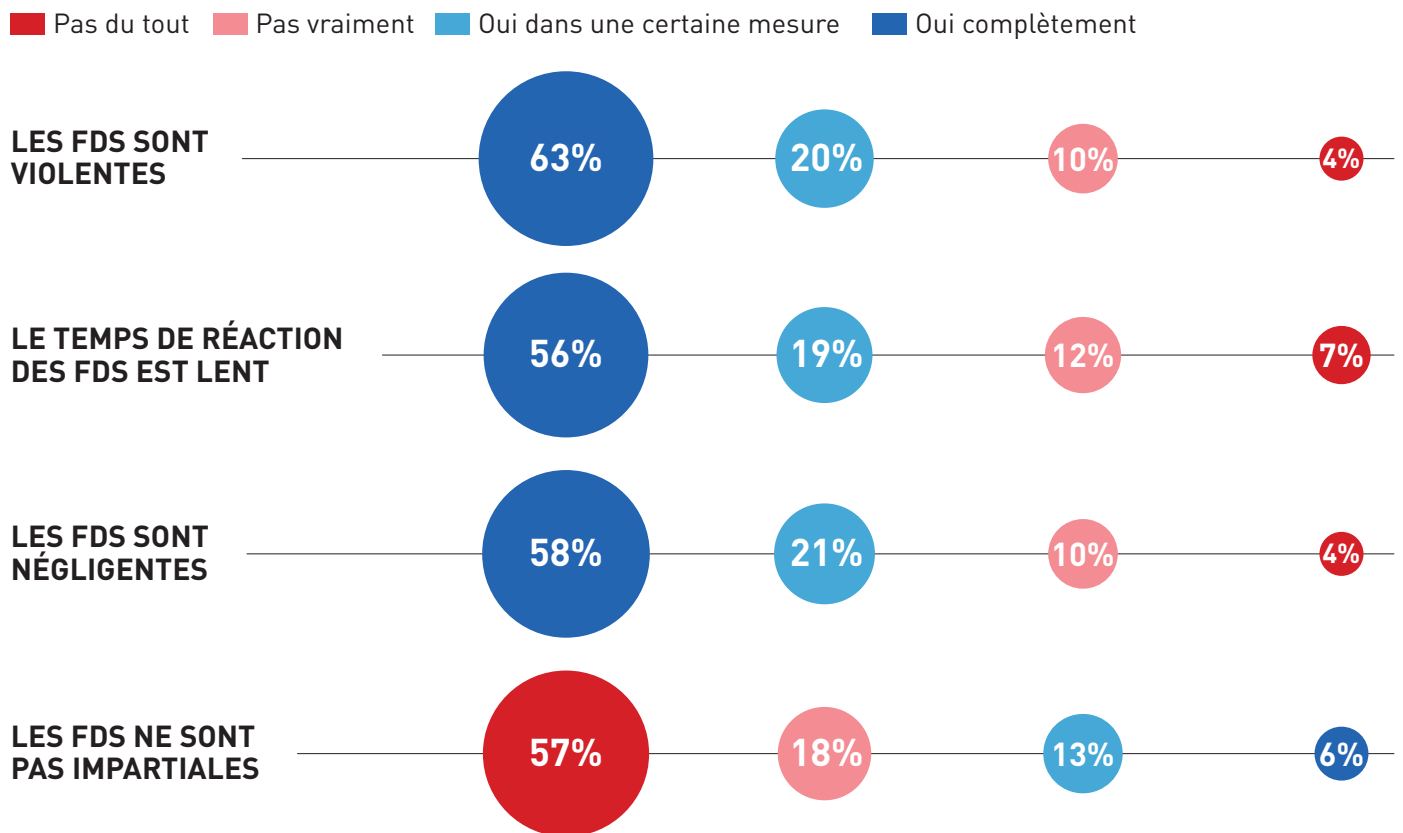


Participation communautaire
à l'action de sécurisation

L'analyse de résilience identifie la présence des FDS comme un levier de résilience. Ceci doit être interprété comme suit : lorsqu'un individu est soumis à un faisceau de facteurs de stress, la présence des FDS le rassure. Néanmoins, la seule présence des FDS n'est pas une ga-

rantie de satisfaction. C'est davantage dans l'interaction entre les FDS et les citoyens que s'élaborent des sources de résilience. Renforcer la résilience de la communauté passe surtout par une bonne relation entre citoyens et FDS et par des interactions constantes entre eux.

Figure 20. Insatisfaction à l'égard des FDS



Le tableau ci-dessus rend compte des raisons d'insatisfaction des citoyens à l'égard de l'action des FDS. Néanmoins, il **n'existe pas de corrélation entre les griefs à l'encontre des FDS et la tendance à éviter de coopérer avec cet acteur**. En d'autres termes, le manque de coopération n'est pas dû à un sentiment d'insatisfaction vis-à-vis des FDS. Les résultats montrent que deux autres dimensions jouent un rôle lorsqu'il s'agit d'expliquer la

tendance à collaborer avec les FDS.

Un premier faisceau d'indicateurs rend compte de l'existence de prédispositions communautaires visant à assurer la sécurité locale. Il s'agit ici de la mise en place de comités de vigilance, d'arrangements sécuritaires locaux de type patrouille nocturne ou système d'alerte, de tendances à coopérer avec les Dozos. C'est une configuration sécuritaire locale d'inspiration communautaire

qui peut favoriser la coopération individuelle avec les FDS.

Une deuxième série d'indicateurs illustre une configuration locale propice au développement économique. En effet, la coopération avec les FDS se renforce lorsque la satisfaction à l'égard des services publics croît et lorsque des initiatives de renforcement du développement économique local existent (cours d'alphabéti-

sation, système de microfinancements, programmes d'appui à l'insertion). Pour résumer, la coopération avec les FDS s'observe dans les environnements marqués par des initiatives sécuritaires locales communautaires impliquant l'investissement et la coopération des populations entre elles et par un ensemble de pratiques permettant d'accompagner le développement local économique (services publics présents et initiatives locales de développement).

Figure 21. Corrélations à l'indicateur "Recours aux FDS"



3 Les capacités de résilience liées à la gouvernance locale



*Gouvernance locale
impartiale et inclusive*



*Cadres endogènes
de gestion de conflit*



*Mécanismes locaux de gestion
des ressources naturelles*

Le vivre ensemble est un état progressif, un système changeant soumis à des influences internes et externes susceptibles de le renforcer ou de l'affaiblir. Les résultats confirment que certaines initiatives locales et communautaires contribuent à renforcer la cohésion sociale et à réduire la perméabilité de la zone à l'influence des

GEV. Plus précisément, ils soulignent la dimension rétroactive de la relation entre ces initiatives et la coexistence entre les groupes. Elles créent un effet d'entraînement : les mécanismes de prévention et de résolution des conflits favorisent le vivre ensemble qui en retour rend ces dispositifs toujours plus efficaces³⁰.

Figure 22. Initiatives de renforcement de la cohésion sociale

[INITIATIVES DE RENFORCEMENT DES LIENS SOCIAUX] Cela existe et cela fonctionne bien...

Actions de sensibilisation sur l'extrémisme violent	24%	<div></div>
Dialogues intercommunautaires	39%	<div></div>
Événements culturels de rapprochement entre les différentes communautés	39%	<div></div>
Entraide dans les champs	50%	<div></div>
Organisations d'activités sportives conviant toutes les communautés	41%	<div></div>
Organisation d'ateliers communs (jardins potagers, activités culinaires...)	26%	<div></div>

[MÉCANISMES DE RÉOLUTION DES CONFLITS] Cela existe et cela fonctionne très bien...

Arbre à palabres (mécanismes de résolution de conflits dans le village)	39%	<div></div>
Dialogues et comités intercommunautaires	32%	<div></div>
Comités de dialogue réunissant les différentes communautés	26%	<div></div>
Sessions de conciliation des autorités traditionnelles	24%	<div></div>
Mécanismes endogènes de résolution de problèmes	17%	<div></div>

Par-delà les initiatives communautaires locales, l'instauration de modalités de gouvernance locale inclusives et l'accent mis sur l'acceptabilité sociale dans la résolution des litiges contribuent à apaiser les relations entre les groupes et à favoriser la coexistence pacifique entre les communautés. Lors de la gestion politique des affaires locales, l'intégration des besoins des minorités et les efforts opérés pour assurer que les solutions proposées « conviennent » sont des conditions de facilitation du vivre ensemble. Enfin, de nombreux travaux ont insisté sur les dynamiques de compétition autour de l'accès à la terre et plus généralement aux ressources naturelles.

Les résultats confirment que les ressources naturelles sont un enjeu crucial pour la cohésion sociale et plus précisément que l'efficacité des mécanismes de gestion de ces ressources naturelles agissent directement sur le vivre ensemble.

Ces mécanismes de gouvernance locale, en prévenant les conflits et en les résolvant de manière pacifique lorsqu'ils surviennent, permettent de préserver le capital social des communautés, ce qui les rend essentiels pour renforcer l'immunité sociale des localités face à l'influence des GEV.

³⁰ Voir la figure 9.

4 Les capacités de résilience liées à l'accès aux besoins essentiels



Qualité de l'offre publique
de santé et d'éducation

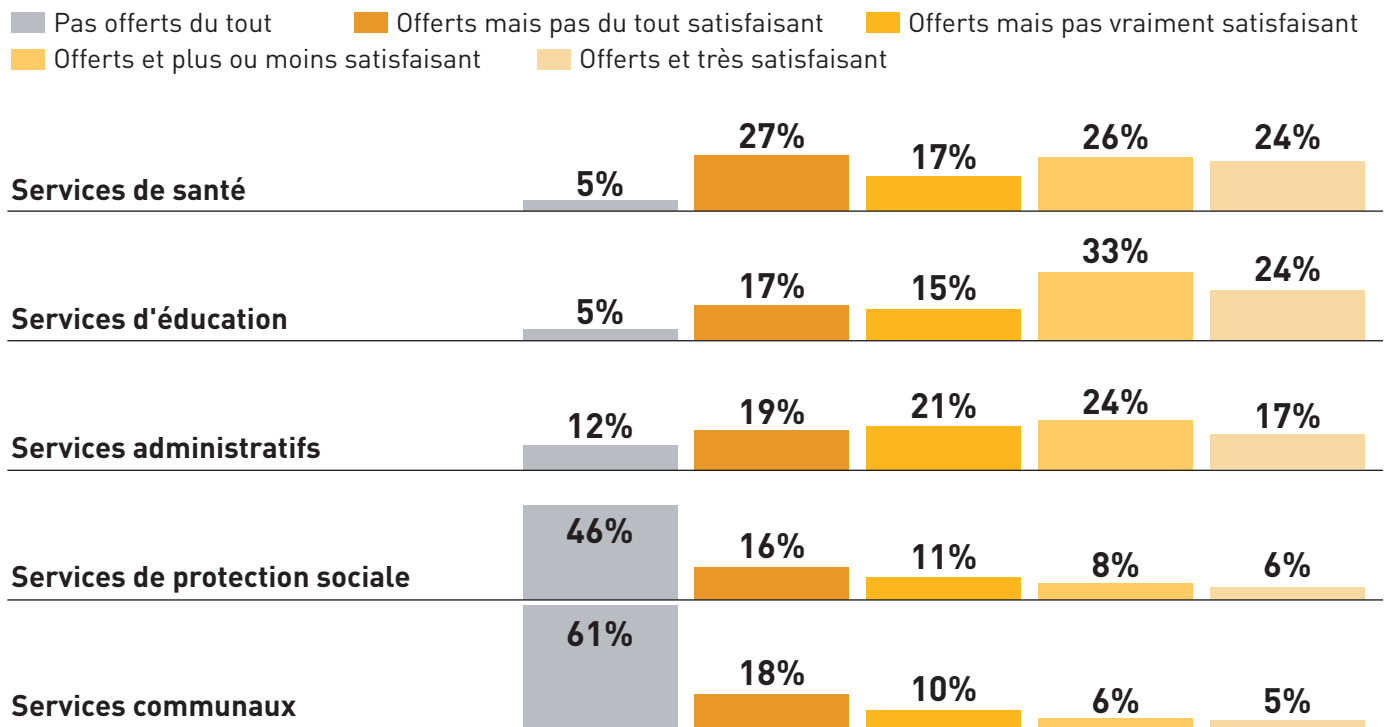


Qualité de l'offre publique d'identification
des biens et des personnes

La disponibilité et l'efficacité des services publics essentiels est un facteur protecteur – plus les services publics sont accessibles, moins la localité est perméable à l'influence des GEV. Plus que la disponibilité des services, se pose surtout la question de "l'expérience du service public" c'est-à-dire la prise en compte de la satisfaction

des citoyens vis-à-vis des services offerts. En effet, la présence « physique » de services de soins par exemple ne constitue pas une condition suffisante pour agir pleinement comme facteur de résilience. C'est surtout la question des conditions de l'offre du service qui importe et donc le niveau d'appréciation par les populations.

Figure 23. Accès aux services publics



Trois services administratifs agissent particulièrement comme leviers de résilience : l'accès aux services de santé, aux services d'éducation et aux services administratifs. Plus les citoyens sont satisfaits vis-à-vis de la fourniture de ces types de services moins ils auront tendance à considérer les groupes armés comme des alternatives crédibles

La fourniture de services appréciés par les citoyens va contribuer à les maintenir dans le giron de l'État, ces derniers auront moins tendance à se détourner de

leurs institutions et à chercher à satisfaire ces besoins d'une manière alternative (en traversant la frontière par exemple). De plus, les résultats montrent un fort niveau de corrélation négatif entre prise de distance avec l'État et tendance à la coopération avec les FDS. En d'autres termes, les citoyens qui se détournent des services publics sont souvent aussi ceux qui évitent de coopérer avec les FDS – ce type de comportement pouvant être handicapant dans la mesure où la lutte contre l'expansion des GEV repose sur des modes de collaboration entre populations et acteurs sécuritaires.

5 Les capacité de résilience liées aux inégalités de genre



Acceptation sociale du leadership féminin (à haut niveau)

Le soutien à acceptation sociale du leadership féminin (à haut niveau) est un élément clé dans la lutte contre l'extrémisme violent, car il renforce la résilience individuelle mais également communautaire. En effet, pro-

mouvoir l'égalité des genres peut permettre de renforcer la cohésion sociale et de déconstruire les idéologies extrémistes basées sur la discrimination et l'oppression des femmes.

Figure 24. Soutien à l'égalité des genres

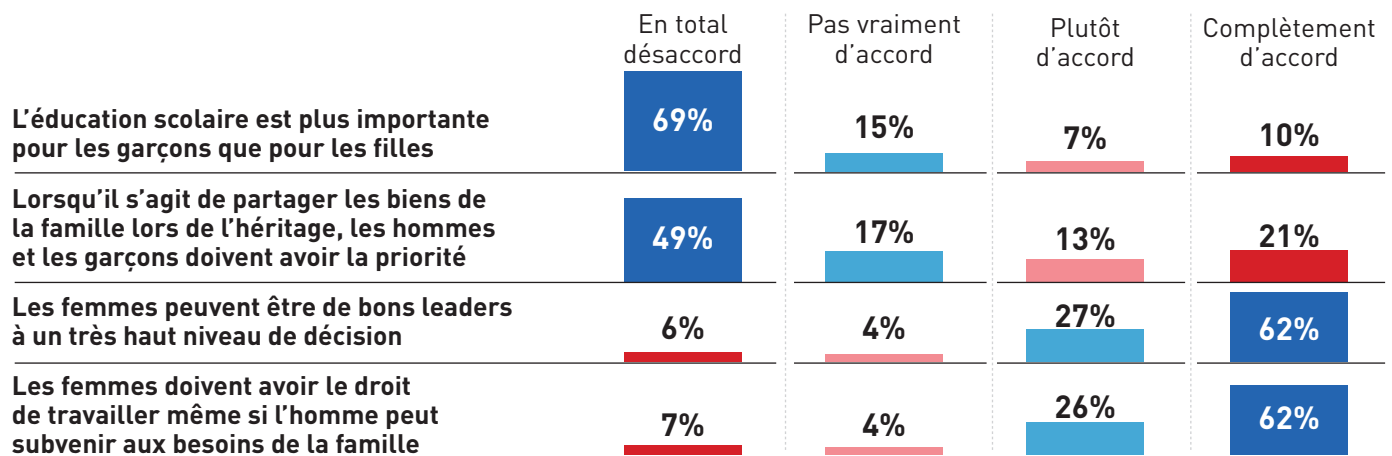
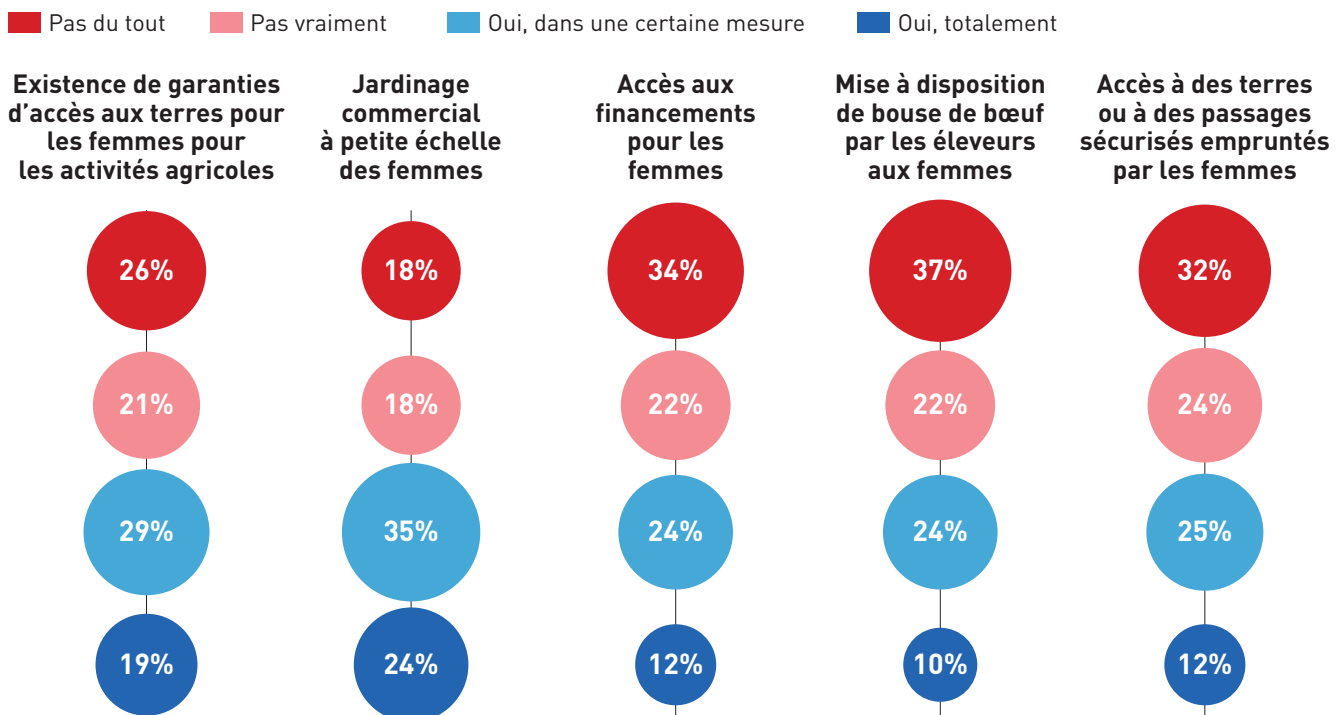


Figure 25. Initiatives de soutien pour les femmes



L'égalité des genres implique l'autonomisation des femmes, en leur donnant accès à l'éducation, à l'emploi, aux ressources économiques et aux opportunités politiques. Leur indépendance économique et sociale renforce leur résilience face à l'endoctrinement et à la manipulation.

Les inégalités de genre peuvent contribuer à la marginalisation et à l'exclusion des femmes et des filles de la société.

La promotion de l'égalité des genres joue alors un rôle transversal qui permet de prévenir certains chocs et de renforcer certaines capacités de résilience. Une société davantage égalitaire est moins susceptible de fournir un terrain fertile pour l'extrémisme violent dans la mesure où elle pacifie les relations intergroupes renforce l'acceptabilité sociale des modes résolution des litiges, réduit la marginalisation et offre des perspectives à tous.

6 Les capacités de résilience liées aux perspectives d'avenir des individus

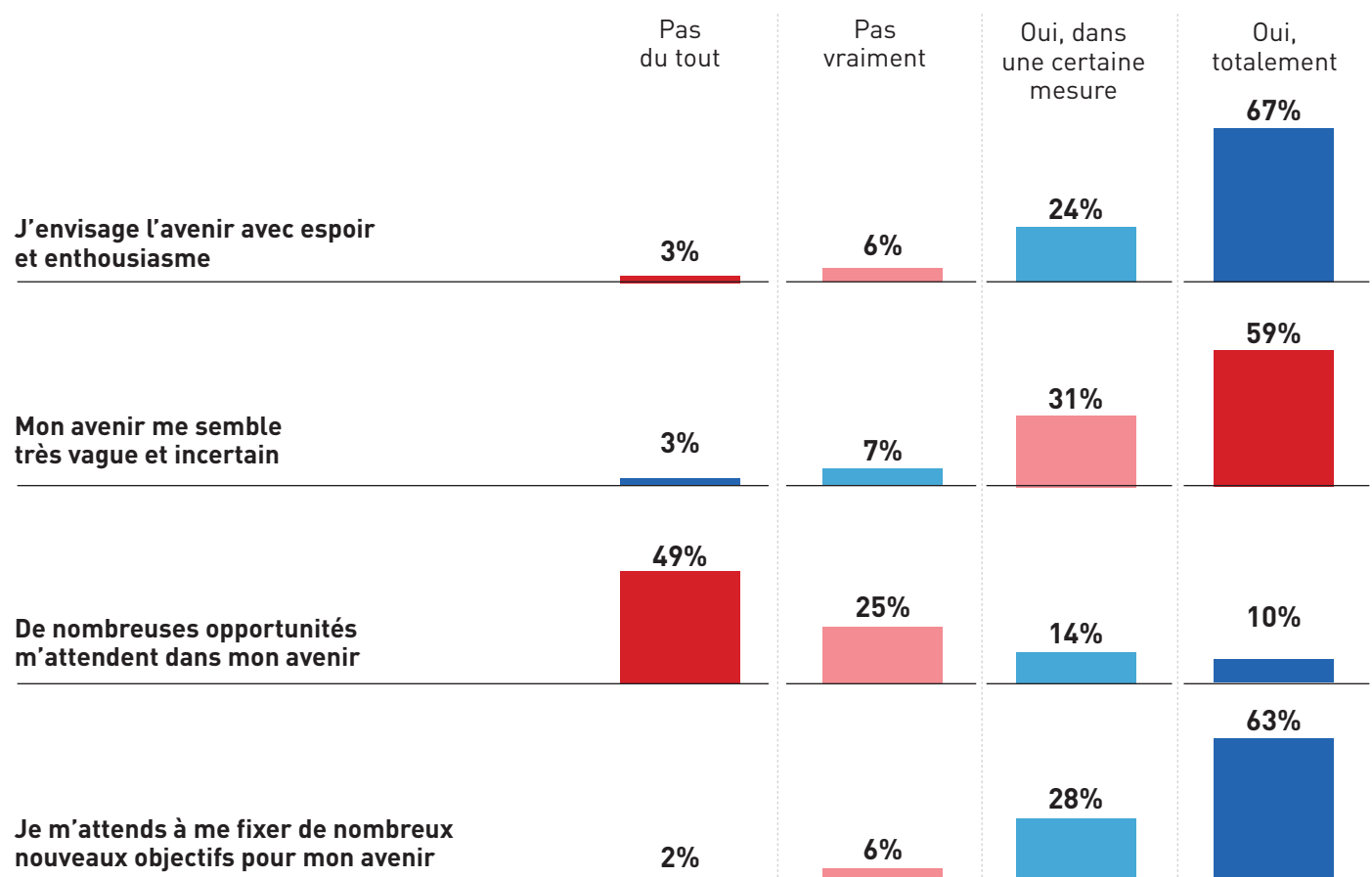


*Optimisme
dans l'avenir*

Le sentiment de disposer de perspectives futures et aborder l'avenir de manière optimiste constitue un rempart contre le rapprochement des groupes extrémistes

violents en renforçant la résilience individuelle, en favorisant la résistance à l'endoctrinement et en renforçant le tissu social communautaire.

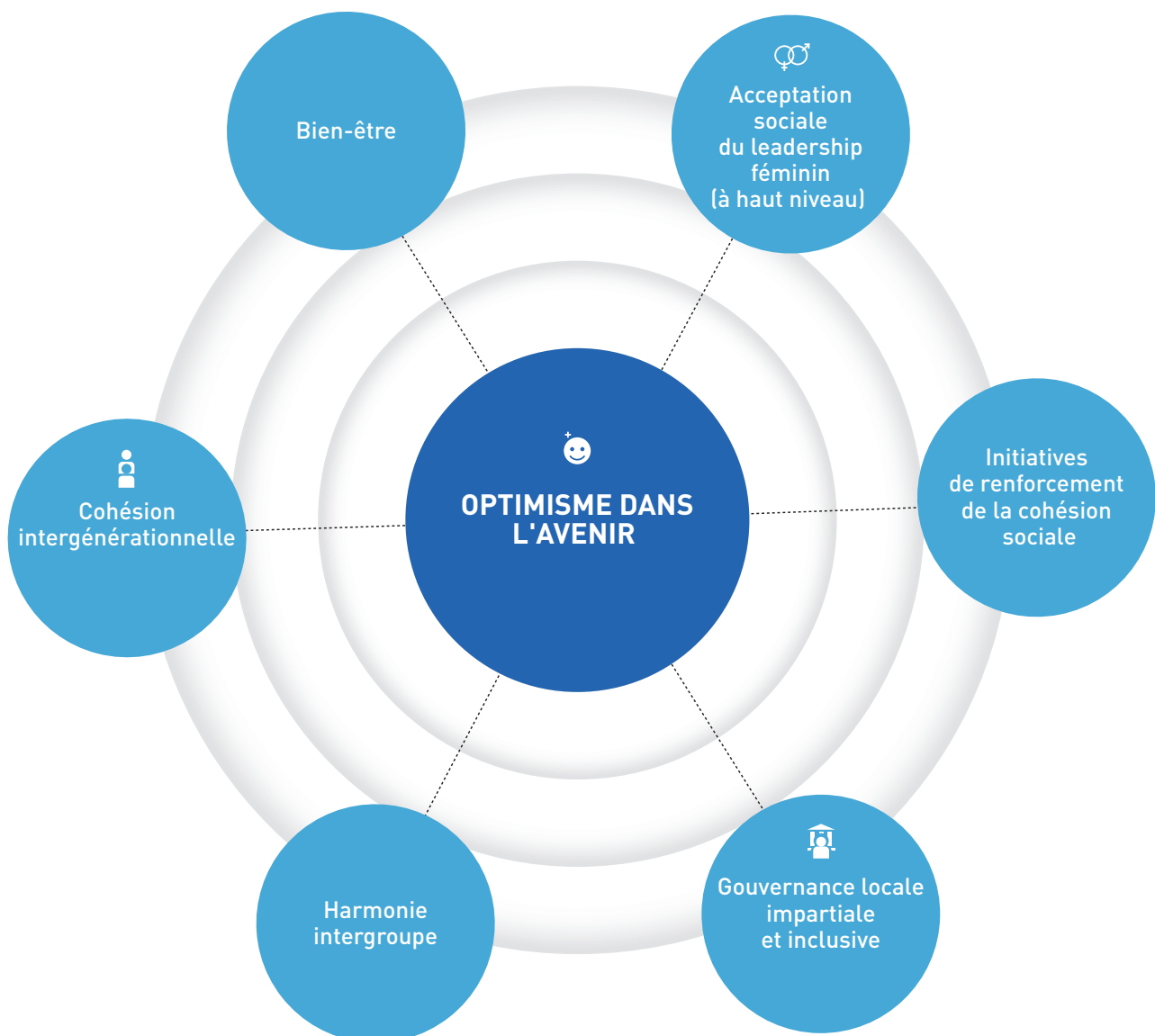
Figure 26. Optimisme dans l'avenir



Une vision optimiste de l'avenir renforce la résilience individuelle dans la mesure où les individus ayant des perspectives positives sont plus enclins à faire face aux difficultés et aux défis de manière constructive. Par conséquent, ils sont moins susceptibles d'être attirés par les discours extrémistes qui exploitent les sentiments de frustration, de désespoir et d'injustice. Par ailleurs, comme le montre la figure ci-contre, il existe une forte dépendance entre le sentiment individuel de disposer d'optimisme dans l'avenir et le renforcement du tissu social. D'abord, optimisme et promotion des valeurs d'égalité des genres sont liés. Ensuite, les individus optimistes sont plus enclins à collaborer avec

d'autres membres de leur communauté, ils ont de meilleures relations avec les autres générations et avec les membres des autres groupes sociaux (autres groupes ethniques, politiques, religieux). Par ailleurs, des améliorations dans le fonctionnement de la vie sociopolitique de la communauté (gouvernance inclusive et actions locales de renforcement de la cohésion sociale) sont également liées à la tendance des individus à aborder l'avenir de manière positive. En résumé, assurer la confiance à l'avenir a un impact sur la résilience individuelle mais influence par ailleurs l'ensemble du tissu social et est associé au vivre ensemble.

Figure 27. Corrélations à l'indicateur « Optimisme dans l'avenir »



SECTION V.

QUELLES SONT LES LOCALITÉS RÉSILIENTES?

1 Etat des lieux cartographique au regard des 24 axes de l'index

Figure 28. Etat des lieux cartographique des indicateurs de l'Index

	TOT.	TENGRÉLA				MINIGNAN				TÉHINI		
		Debété	Kanakono	Papara	Tengréla	Kirbirilia Nord	Minignan	Sokoro	Tienko	Téhini	Gogo	Tougbo
Cohésion sociale/ Capital social												
Tensions intercommunautaires	2.0	1.8	2.5	2.6	3.0	1.2	1.8	1.1	2.0	1.0	0.7	1.0
Cohésion intergénérationnelle	8.1	8.5	8.0	7.7	8.1	7.7	8.0	8.4	7.6	8.3	8.3	8.0
Gestion apaisée de la diversité sociale	6.9	7.6	7.7	7.8	7.3	6.1	7.3	7.0	6.0	6.0	5.5	6.3
Solidarité intercommunautaire	7.8	8.2	8.0	7.9	7.6	7.5	8.3	8.2	7.0	7.8	7.8	8.2
Liberté de culte	9.1	9.5	9.4	9.3	9.4	9.0	8.8	8.9	8.4	8.8	9.4	9.1
Sentiment d'injustice liée à l'appartenance	0.2	0.3	0.3	0.5	0.4	0.1	0.0	0.0	0.3	0.2	0.1	0.1
Cohésion verticale												
Gouvernance sécuritaire												
Recours aux FDS	5.9	5.8	5.3	5.4	6.1	6.8	7.3	5.4	6.6	5.4	3.3	6.5
Qualité de l'offre publique de sécurité	6.8	7.4	6.0	5.7	7.0	7.9	7.2	4.3	7.2	7.6	5.1	8.0
Participation communautaire à l'action de sécurisation	4.8	5.2	4.9	4.6	4.9	6.0	4.5	4.3	6.9	4.1	3.3	4.4
Ressentiments à l'égard des FDS	2.0	2.0	2.3	2.6	3.1	2.0	0.9	0.9	1.9	1.1	1.1	1.2
Confiance institutionnelle												
Corruption du service public	4.5	3.4	4.1	4.5	5.3	3.1	5.1	5.6	3.4	4.3	3.5	4.3
Défiance à l'égard des institutions	2.0	1.7	1.8	1.4	2.4	0.9	2.2	1.6	1.4	1.9	1.8	1.8
Gouvernance locale												
Gouvernance locale impartiale et inclusive	7.8	8.2	8.1	7.7	7.7	7.7	7.4	7.4	6.9	8.0	8.2	8.2
Cadres endogènes de gestion de conflit	6.0	6.2	5.5	5.7	5.7	5.9	6.7	6.3	5.4	6.7	6.4	6.6
Mécanismes locaux de gestion des ressources naturelles	3.4	4.0	3.4	3.5	3.7	5.0	2.7	2.7	4.8	2.5	2.9	2.8
Accès aux services sociaux de base												
Qualité de l'offre publique de santé et d'éducation	6.2	7.9	6.9	6.3	6.2	4.3	6.5	7.3	5.1	6.4	4.9	6.4
Qualité de l'offre publique d'identification des biens et des personnes	5.4	5.9	5.2	4.4	5.8	5.2	5.9	4.5	7.5	5.1	3.9	4.7
Valeurs idéologiques et Etat psychologique												
Acceptation sociale du leadership féminin (à haut niveau)	8.2	8.0	8.7	8.8	7.7	8.1	8.7	8.6	7.1	8.8	8.2	8.3
Optimisme dans l'avenir	8.1	8.0	8.3	8.4	7.7	8.2	8.5	8.0	7.8	8.4	8.4	8.1
Légitimation de l'autoritarisme	4.9	5.0	4.2	5.0	5.0	5.3	4.5	4.0	5.1	5.0	5.6	5.4
Opportunités économiques												
Prévalence de l'orpaillage illégal	5.8	4.2	7.8	8.2	7.7	2.2	1.3	1.9	3.5	5.8	3.4	6.4
Environnement économiques												
Exposition à la menace de l'extrémisme violent	0.7	0.5	0.7	0.5	1.1	0.1	0.6	0.3	0.3	0.7	0.3	0.7
Restriction de la mobilité	2.6	2.3	2.2	1.9	2.5	2.5	0.8	0.2	3.5	3.6	2.7	4.5
Sentiment d'insécurité	2.6	2.2	2.9	2.9	2.9	1.7	2.0	1.7	1.7	2.3	2.8	2.5

Guide de lecture du tableau

Le tableau ci-dessus dresse un état des lieux de l'ensemble des dynamiques, statistiquement identifiées, qui participent à affecter ou renforcer l'immunité sociale des communautés. Cet état des lieux permet d'abord de filtrer les déterminants qui « comptent », ceux qui prédisent la fragilité locale. Tous ces facteurs sont liés d'une façon ou d'une autre aux dynamiques socioéconomiques engendrées par la présence des GEV à la frontière. Ensuite, il permet de signaler les disparités territoriales et de mettre à jour les forces et faiblesses locales (les dynamiques qui rendent la localité de Tengréla vulnérable sont différentes de celles qui fragilisent Tienko par exemple)³².

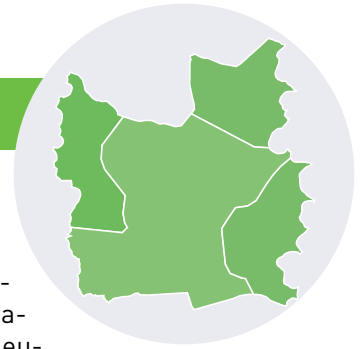
Afin de faciliter la lecture et de proposer une description rapide des situations locales, un code couleur intuitif a été adopté. Les indicateurs en bleu dans la figure 28 illustrent des capacités de résilience tandis que les indicateurs en rouge illustrent des facteurs de stress. Les scores soulignés en bleu signalent un score local plus élevé que la moyenne (pour la capacité de résilience qui lui y est associée). Les scores surlignés en rouge signifient un niveau de stress supérieur à la moyenne. En résumé, les localités dont de nombreuses cellules sont bleues sont des localités dotées de capacités de résilience supérieures à la moyenne. Les localités cumulant des scores rouges sont des localités plus exposées aux stress que les autres.



Présentation d'un sketch sur le vivre ensemble, lors d'une activité socioculturelle à Konela, dans la sous-préfecture de Kimbirila-Nord (Folon)

2 Description des forces et faiblesses territoriales

LE DÉPARTEMENT DE TENGRÉLA



Le département de Tengréla est celui qui présente les plus grands risques en termes de perméabilité à l'influence des GEV. Il s'agit du département dans lequel les individus ont le plus tendance à s'éloigner de l'État et à se rapprocher potentiellement des GEV.

L'explication de cette situation réside principalement dans le fait que la plupart des sous-préfectures du département sont fortement exposées aux chocs et aux stress recensés.

En revanche, il est intéressant de noter que, en moyenne, les mécanismes de résilience fonctionnent mieux dans ce département que dans d'autres (à l'exception des mécanismes de pré-

vention et de résolution des conflits qui sont plus faibles). Dans ce département, les chocs et les capacités de résilience « se neutralisent ». En d'autres termes, c'est grâce à l'efficacité relative de certains mécanismes de résilience à Tengréla que la situation reste « sous contrôle », malgré les nombreuses difficultés auxquelles les populations sont confrontées. Cependant, agir sur ces vulnérabilités locales permettrait de rendre davantage immunes les localités du département dans la mesure où il existe déjà des signes positifs de résilience préexistants sur lesquels s'appuyer

LA SITUATION PARADOXALE DE DÉBÉTÉ

La sous-préfecture de Débété semble être la plus « protégée » car ses leviers de résilience semblent fonctionner et elle est moins exposée aux dynamiques de vulnérabilité que les trois autres sous-préfectures. Cependant, il est étrange de constater que le niveau de légitimité des GEV est le plus élevé parmi toutes les localités visitées même si la localité n'est pas exposée aux déterminants habituels qui renforcent la légitimation de ces groupes. La situation de Débété est donc assez

paradoxe par rapport aux résultats généraux de l'analyse. Par exemple, les citoyens y légitiment les GEV mais ne se désengagent pas pour autant de l'État et continuent à faire confiance aux institutions et aux services publics. Il est donc nécessaire d'identifier – de manière qualitative – la configuration spécifique locale de Débété, car les facteurs explicatifs révélés par les analyses statistiques ne permettent pas d'expliquer pourquoi les individus de Débété légitiment les GEV plus que dans les autres localités.

LES RAISONS DE LA FRAGILITÉ DES SOUS-PRÉFECTURES DE KANAKONO ET DE PAPARA

Les sous-préfectures de Kanakono et de Papara observent des niveaux d'exposition à la menace des GEV relativement similaires. Ces deux localités semblent par ailleurs marquées par des tendances homogènes en termes de cohésion sociale : des tensions intercommunautaires plus élevées qu'ailleurs, la présence du phénomène d'orpaillage, l'existence de litiges non-résolus entre les groupes et des niveaux de marginalisation sig-

nificatifs.

En revanche, les dynamiques liées à la sécurité physique permettent de distinguer ces deux localités puisque les populations de Kanakono coopèrent moins facilement avec les FDS et se disent moins en sécurité que celles de Papara.

Enfin, il semblerait en revanche que les mécanismes de préservation du capital social soient particulièrement défaillants dans ces deux localités.

Les statistiques ne permettent pas d'expliquer pourquoi les individus de Débété légitiment les GEV plus que dans les autres localités.

LA SITUATION CRITIQUE DE TENGRÉLA

Des douze sous-préfectures observées, la localité de Tengréla paraît être la plus problématique pour plusieurs raisons. D'abord, les répondants de cette localité ont plus qu'ailleurs tendance à s'éloigner de l'État et à légitimer les GEV.

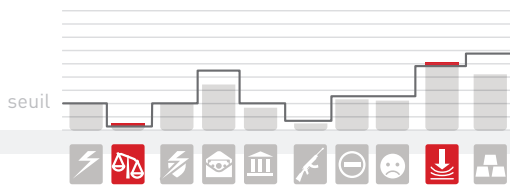
La quasi-totalité des chocs et stress illustrant des dynamiques de « vulnérabilisation » de la zone sont les plus élevés dans cette localité. Niveaux de sécurité physique, relations avec les

institutions de la gouvernance et tensions intergroupes sont particulièrement alarmants à Tengréla rendant les communautés de la localité plus vulnérables face à l'influence des GEV. Par ailleurs, comme dans les sous-préfectures de Kanakono et de Papara, les mécanismes de résolution de conflits semblent plus défaillants qu'ailleurs. Ces déficits gênent la capacité de la localité à faire face aux adversités subies et à maintenir un niveau de cohésion sociale résistant.



Débété

FACTEURS DE STRESS 2/10



7,5

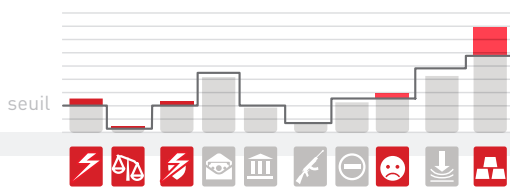


11/14 CAPACITÉS DE RÉSILIENCE



Kanakono

FACTEURS DE STRESS 5/10



7,4

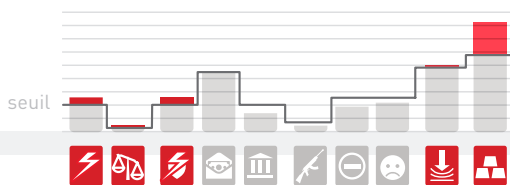


9/14 CAPACITÉS DE RÉSILIENCE



Papara

FACTEURS DE STRESS 5/10



7,3

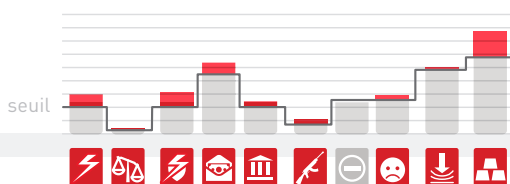


7/14 CAPACITÉS DE RÉSILIENCE



Tengréla

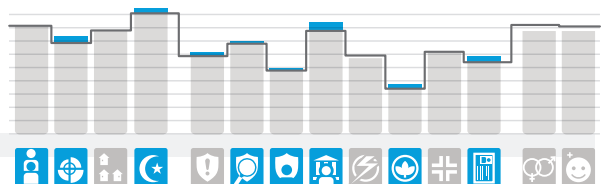
FACTEURS DE STRESS 9/10



6,5



8/14 CAPACITÉS DE RÉSILIENCE



LE DÉPARTEMENT DE MINIGNAN

Des trois départements, Minignan est celui qui est le moins exposé aux dynamiques de vulnérabilisation. Néanmoins, deux sous-préfectures (Kimbirila-Nord et Tienko) rapportent des déficits en matière de leviers de résilience. Renforcer ces leviers pourrait alors contribuer à protéger durablement ce département : celui-ci

pourrait alors cumuler des dynamiques de vulnérabilité faibles associées à des facteurs de résilience fonctionnels.



AMÉLIORER LES RELATIONS AVEC LA GOUVERNANCE À MINIGNAN ET À SOKORO

Améliorer la situation de Minignan et Sokoro devrait reposer sur la mise en œuvre d'actions facilitant les interactions entre les populations et leurs institutions. En effet, les répondants de ces deux localités ont plus qu'ailleurs tendance à considérer que différents secteurs administratifs sont corrompus, ils font moins confiance aux institutions et sont peu enclins à coopérer avec les FDS.

Par ailleurs, certains mécanismes de gouvernance locale devraient être renforcés dans ces deux sous-préfectures. Les dispositifs de gestion des ressources naturelles pourraient y être améliorées (surtout à Sokoro où les niveaux de tensions liées au foncier et aux ressources naturelles y sont particulièrement élevés). Renforcer l'inclusivité des modalités de gestion des affaires locales pourrait également contribuer à améliorer la capacité de ces deux sous-préfectures à faire face à la menace des GEV.

COHÉSION SOCIALE ET ACCÈS AUX SERVICES À KIMBIRILA-NORD

Les localités de Kimbirila-Nord affichent une certaine forme de stabilité mais celle-ci pourrait être facilement fragilisée. D'abord, il est vrai que cette sous-préfecture est peu soumise aux chocs et aux stress rencontrés ailleurs. En ce sens, cette localité est relativement « protégée ». En revanche, le tableau montre que de nombreux facteurs de résilience sont déficitaires. Cela signifie qu'en l'état, la localité est relativement

stable dans la mesure où elle n'est pas encore exposée à des tendances perturbatrices. Néanmoins, la localité serait alors en danger si celles-ci venaient à se matérialiser car elle ne disposerait que de peu de ressources résilientes pour y faire face. Le renforcement de la résilience de Kimbirila-Nord doit en partie reposer sur une amélioration des niveaux de cohésion sociale (relations intergénérationnelles et cohabitation intercommunautaire) mais également sur un accès amélioré aux services publics.

COHÉSION SOCIALE ET LÉGITIMATION DES GEV À TIENKO

La sous-préfecture de Tienko est dans une certaine mesure semblable à celle de Débété dans le sens où les niveaux de légitimation des GEV sont élevés sans que pour autant les populations ne montrent des signes d'éloignement de l'État. En revanche, contrairement à Débété, Tienko affiche des déficits en termes de résilience bien supérieurs à ceux de Débété. Comme à Kimbirila-Nord, les tensions intergroupes dans la

localité posent problème. Cette dynamique est d'autant plus alarmante que les mécanismes et dispositifs de préservation du capital social et de résolution des conflits y sont jugés dysfonctionnels. En d'autres termes, Tienko fait face à des relations intergroupes problématiques auxquelles se superposent des mécanismes locaux de résolution de conflits peu efficaces. Enfin l'insécurité religieuse constitue également une lacune dans la sous-préfecture de Tienko.



Kimbirila-Nord

FACTEURS DE STRESS 1/10



7,4

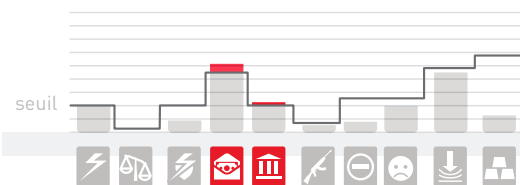


5/14 CAPACITÉS DE RÉSILIENCE



Minignan

FACTEURS DE STRESS 2/10



7,7



9/14 CAPACITÉS DE RÉSILIENCE



Sokoro

FACTEURS DE STRESS 1/10



8,1



6/14 CAPACITÉS DE RÉSILIENCE



Tienko

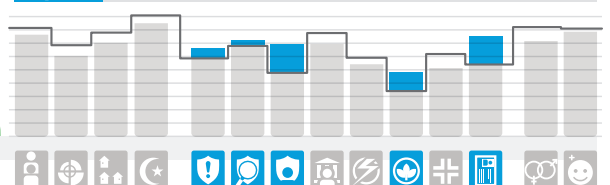
FACTEURS DE STRESS 3/10



7,5



5/14 CAPACITÉS DE RÉSILIENCE



LE DÉPARTEMENT DE TÉHINI

Le département de Téhini partage des similarités avec celui de Minignan. En effet, la fragilité communautaire dans ces deux départements est principalement causée par un manque de résilience plutôt que par une forte exposition aux chocs et aux stress. Actuellement, la situation dans ces localités est relativement stable, tant qu'elles ne sont pas confrontées à des adversités. Ce-

pendant, si de telles adversités survenaient, le département de Téhini serait particulièrement vulnérable et incapable de se protéger ou de résister à l'influence des GEV.



COLLABORATION AVEC LES FDS À RENFORCER À GOGO

Des trois sous-préfectures visitées dans le département, celle de Gogo semble être celle qui présente le plus de signes de fragilité. C'est dans cette localité que les individus évitent le plus de recourir aux services de l'Etat. Il est d'ailleurs possible d'y

observer des relations particulièrement problématiques avec les diverses institutions de la gouvernance. En effet, c'est dans cette localité que les répondants sont le moins satisfaits des services publics proposés. C'est également à Gogo que la collaboration avec les FDS semble la plus contrariée (parmi l'ensemble des localités visitées sur les trois départements).

AMÉLIORER LES MÉCANISMES DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES DANS LE DÉPARTEMENT

Que ce soit à Gogo, Téhini ou Tougbo, toutes les sous-préfectures du département font état de dispositifs de gestion des ressources naturelles défaillants. En outre, les contacts intergroupes y sont moins fréquents qu'ailleurs et il semblerait que les communautés mettent moins souvent en œuvre des pratiques locales de type alliance à plaisanterie ou usage de la

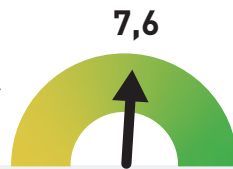
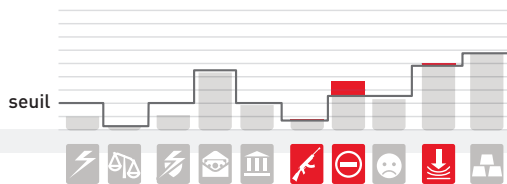
dérision. En résumé, bien que ne montrant pas jusqu'à présent des signes de tensions intergroupes avérés, les localités du département pourraient être fragilisées rapidement car ne disposant pas de moyens de préservation du capital social en cas d'irruption de tensions.

Enfin, il semblerait que les répondants du département ont plus qu'ailleurs tendance à soutenir des narratifs autoritaires et à se satisfaire d'une prise en charge martiale du pouvoir.



Téhini

FACTEURS DE STRESS 3/10

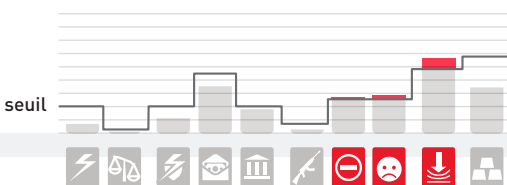


8/14 CAPACITÉS DE RÉSILIENCE



Gogo

FACTEURS DE STRESS 3/10

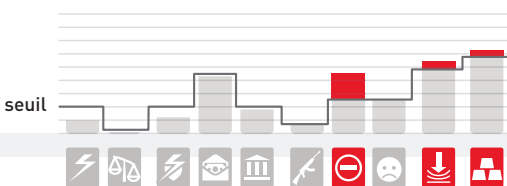


6/14 CAPACITÉS DE RÉSILIENCE

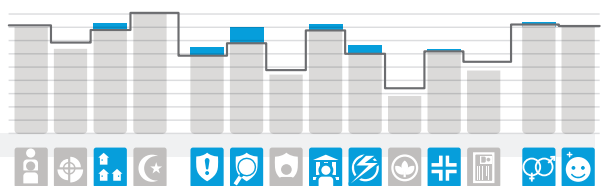


Tougbo

FACTEURS DE STRESS 3/10



8/14 CAPACITÉS DE RÉSILIENCE

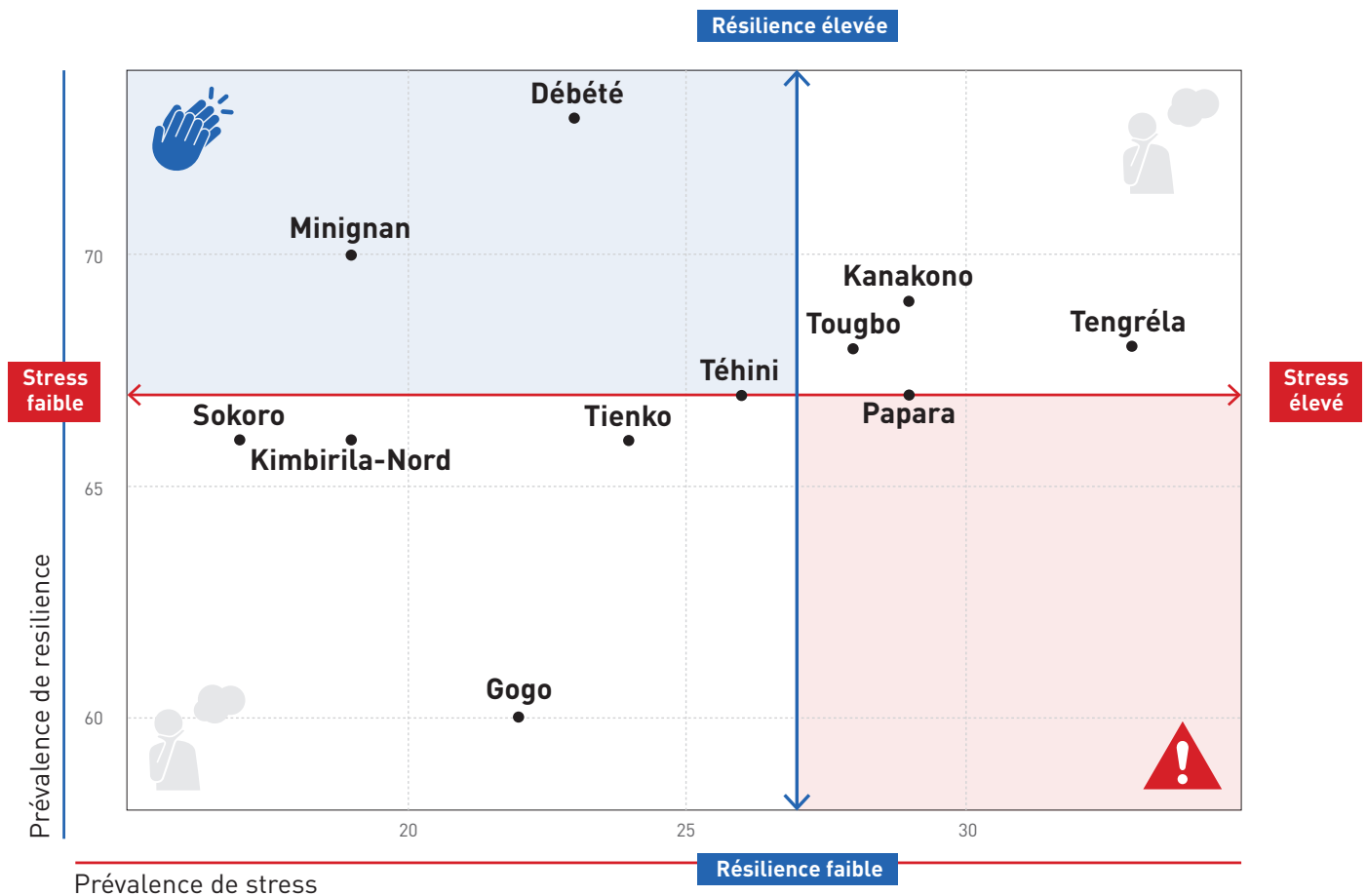


3 Comment se situent les localités relativement les unes aux autres ?

La méthodologie adoptée a permis de développer une technique permettant de calculer le niveau moyen global des indicateurs de stress et de résilience pour chacune des localités. Il ne s'agit pas ici de scores (dans la mesure où la technique utilisée n'est pas strictement alignée sur celle présentée en introduction) mais d'un **indice de prévalence des niveaux moyen de stress et de résilience**. L'adoption de cette démarche permet de suggérer des résultats intuitifs facilitant la comparaison entre les localités (chacune d'entre elles ayant une mesure unique pour les facteurs de stress et une mesure unique pour les capacités de résilience).

Il a ainsi été décidé d'adopter la visualisation graphique suivante : un axe horizontal rendant compte du niveau de stress et d'un axe vertical rendant compte du niveau de résilience. Les axes représentent les niveaux moyens observés sur l'ensemble des sous-préfectures. Celles-ci sont ensuite disposées sur le graphique en fonction de leurs scores respectifs. Ainsi lorsqu'une localité est placée dans la partie basse du graphique, cela signifie que son niveau de prévalence en termes de capacités de résilience est inférieur à la moyenne générale.

Figure 29. Représentation graphique des niveaux de stress et de résilience



Cette représentation permet de visualiser les situations spécifiques de chacune des localités en fonction de leur exposition moyenne aux facteurs de stress et de leur dotation moyenne en termes de capacités de résilience. Il est alors possible de constater que la sous-préfecture de Papara est la plus prob-

lématique car elle se situe à la limite de la zone rouge (cadre en bas à droite indiquant un niveau de stress supérieur à la moyenne combiné à une dotation en capacités de résilience inférieure à la moyenne).

En revanche, Minignan et Débété semblent être les localités les plus éloignées de la zone critique. Les communes de Tienko, Téhini, Tougbo et Kanakono gravitent autour de cette zone et restent donc particulièrement fragiles. Par exemple, si la sous-préfecture de Tienko venait à se trouver davantage exposée à des facteurs de stress dans l'avenir, le point se déplacerait alors vers la droite sur le graphique et placerait la sous-préfecture dans la zone rouge. Dans une perspective similaire, si les capacités de résilience venaient à légèrement se réduire à Tougbo, celle-ci verrait son positionnement descendre sur le graphique et se trouverait donc en zone rouge.

Enfin, les deux localités qui démontraient les scores les plus faibles en termes d'immunité sociale, Tengréla et Gogo³², sont

relativement éloignées l'une de l'autre sur le graphique. Cela signifie ici que la perméabilité de ces deux zones relève de dynamiques de fragilisation différentes. Gogo est située en bas du graphique car la localité est particulièrement peu équipée en termes de capacités de résilience – ce qui la rend peu préparée en cas d'avancée des GEV – tandis que Tengréla est située à droite du graphique car la localité est plus que les autres exposées à des facteurs de stress. En d'autres termes, la situation pourrait devenir particulièrement problématique dans ces deux localités si par exemple Gogo se trouvait soudainement exposée à des facteurs de stress (puisque'elle ne dispose pas, ou peu, de capacités de résilience) ou si les capacités de résilience venaient à se réduire à Tengréla (la localité ne pourrait alors plus s'appuyer sur ces capacités pour faire face aux stress qu'elle subit).

L'Indice de Résilience à l'Extrémisme Violent (DRIVE) représente une avancée significative dans les efforts collectifs visant à lutter contre l'expansion de l'extrémisme violent. En promouvant une vision partagée et claire de la notion de résilience face aux GEV, en basant son diagnostic sur des techniques statistiques sophistiquées, l'Index permet à présent aux décideurs politiques et aux acteurs institutionnels nationaux et internationaux de disposer de preuves solides pour guider la mise en œuvre de politiques sectorielles, faisant de DRIVE un outil essentiel dans la gouvernance des initiatives de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (P/CVE). Pour les communautés, les résultats de l'index peuvent être traduits en informations qualitatives et localisées, facilitant ainsi les initiatives de base et permettant aux acteurs locaux de prendre des mesures éclairées.

De plus, la base de données de DRIVE peut faciliter le dialogue aux niveaux local, méso et macro avec les diverses parties prenantes qui souhaitent dans une compréhension affinée des résultats. DRIVE offre encore des opportunités pour une explo-

ration approfondie des données et une triangulation avec d'autres corpus de données. Par ailleurs, la capacité de collecter des données actuelles sur demande, comme en témoigne la sollicitation récente du Conseil National de Sécurité pour une collecte rapide dans le département de Tengréla, met en lumière la réactivité et l'utilité pratique de DRIVE (juillet 2024).

L'opérationnalisation de DRIVE n'est par ailleurs pas limitée géographiquement, la construction d'un consortium de partenaires pourrait en ce sens accroître l'amplitude géographique de l'outil et ainsi lui permettre de s'étendre en Côte d'Ivoire et chez ses pays voisins soumis aux mêmes menaces.

En outre, DRIVE a le potentiel d'évaluer l'impact des programmes publics et privés de P/CVE, informant et améliorant ainsi les initiatives futures. À travers ces avenues, DRIVE ne se positionne pas seulement comme un phare de résilience contre l'extrémisme violent, mais aussi comme un outil dynamique pour un apprentissage continu et une adaptation contextualisée face aux menaces des GEV

ANNEXES

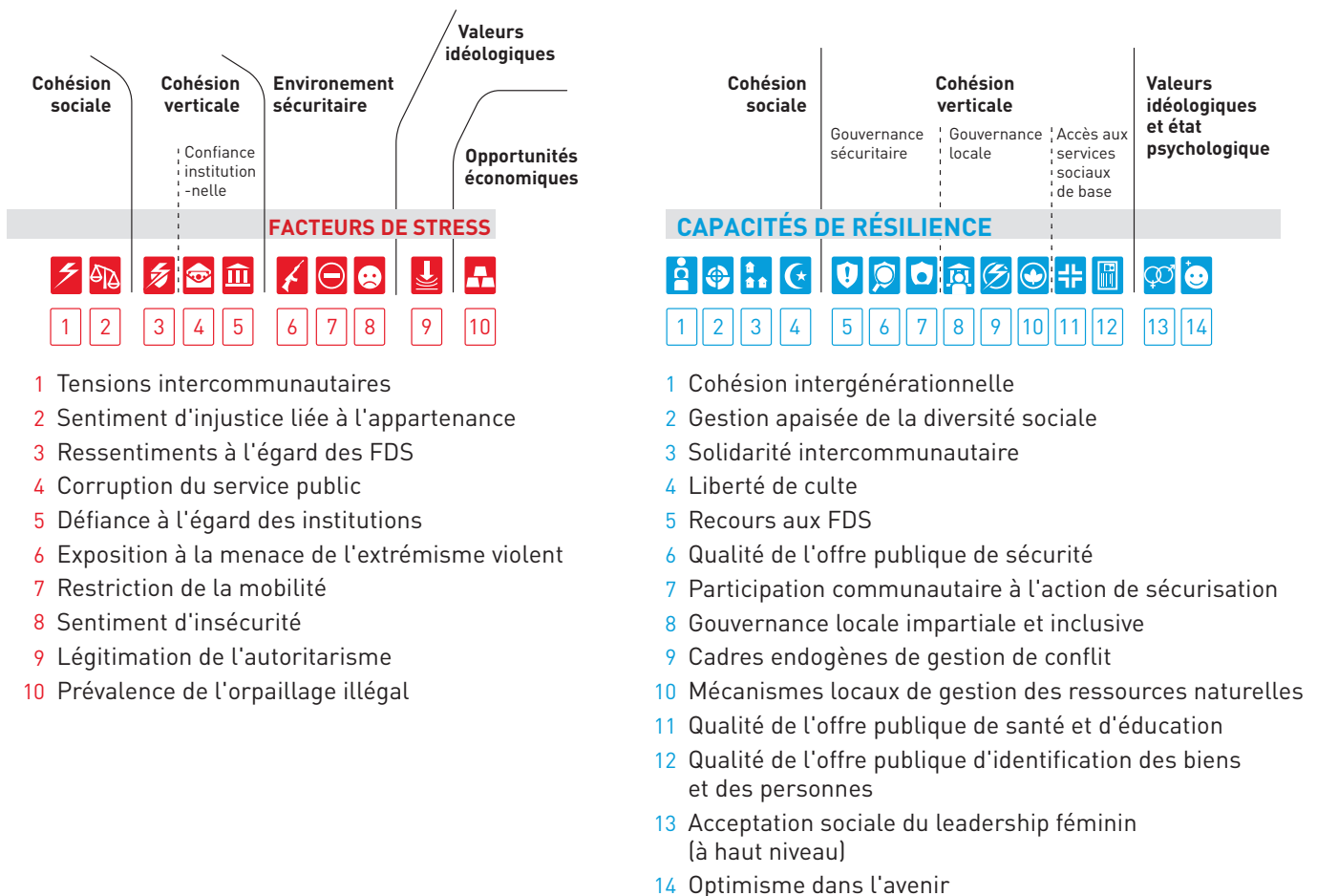
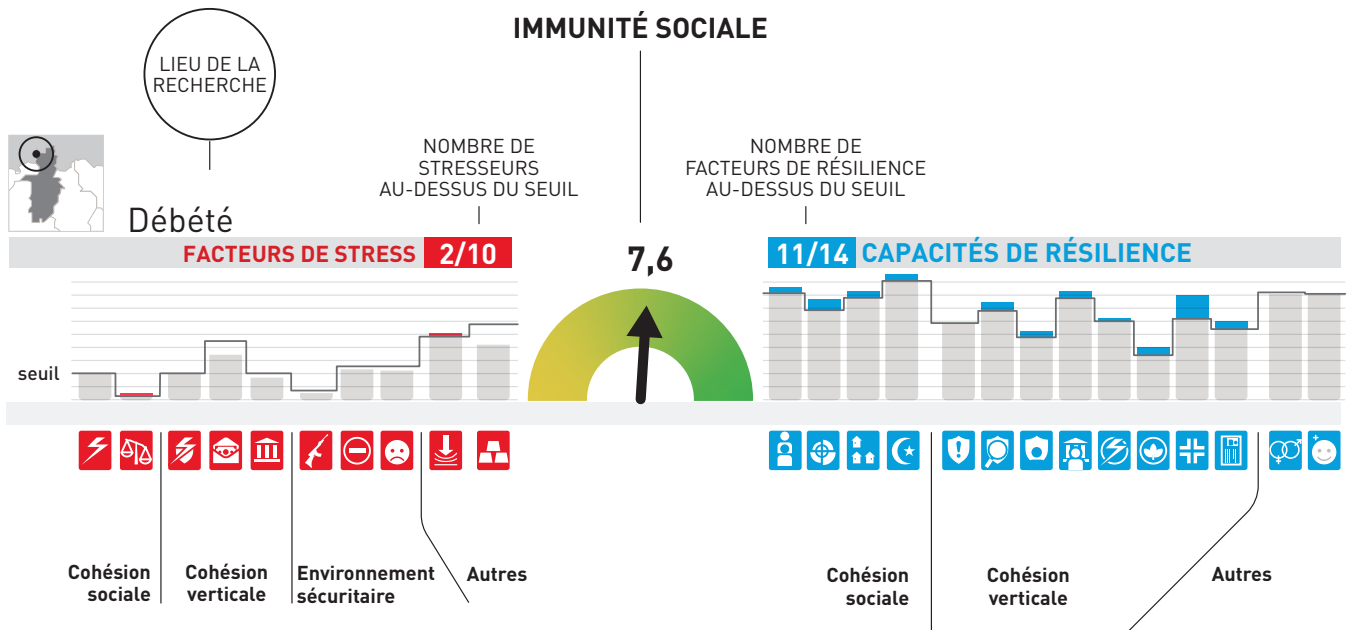
GUIDE DE LECTURE DU VISUEL :

Le score au cœur de l'image illustre le niveau d'immunité sociale face à l'attractivité et l'influence des GEV. Une indication numérique (en rouge) informe sur le nombre de facteurs de stress au-dessus de la moyenne pour lesquels la localité en question (ici la sous-préfecture de Tengréla enregistre un score

supérieur à la moyenne pour 9 facteurs de stress (sur 10 au total)). Une autre indication numérique (en bleu) indique le nombre de capacités de résilience au-dessus de la moyenne (les scores de 8 capacités de résilience (sur 14) sont supérieurs à la moyenne à Tengréla). Enfin, le visuel précise les types de facteurs de stress et de capacités de résilience au-dessus de la moyenne.

32 Voir Figure 8.

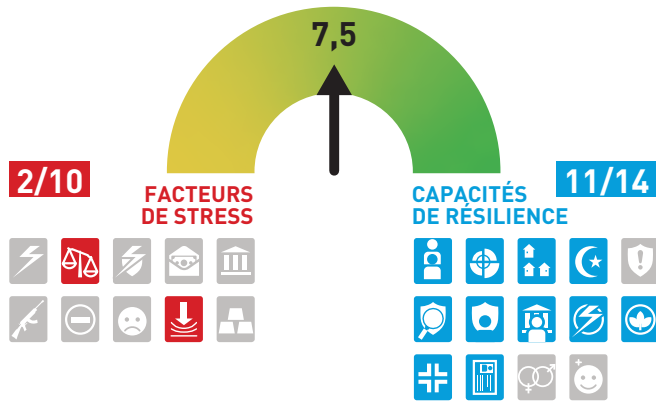
COMMENT LIRE LE DIAGRAMMES



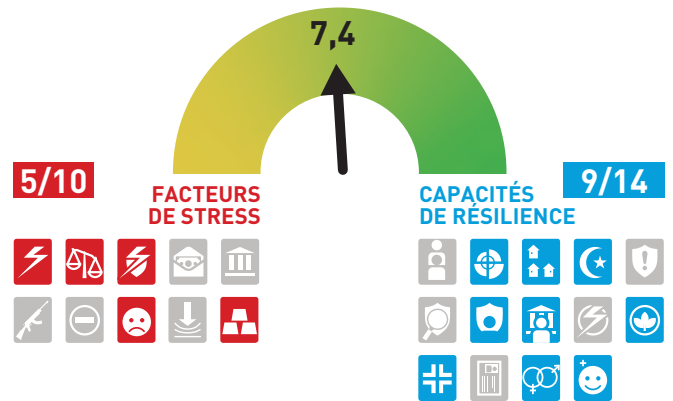
IMMUNITÉ SOCIALE À L'ATTRACTIVITÉ ET INFLUENCE DES GEV

DÉPARTEMENT DE TENGRÉLA

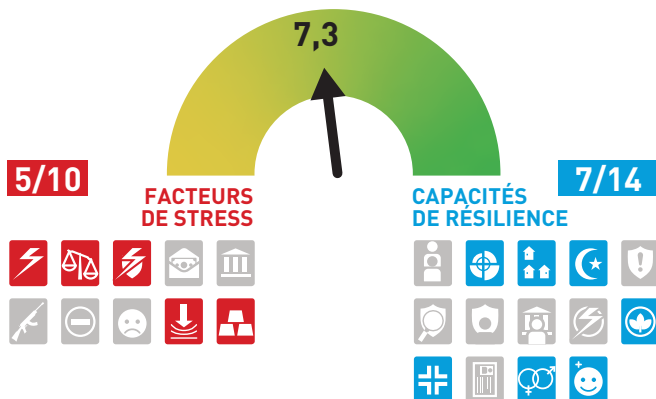
Débété



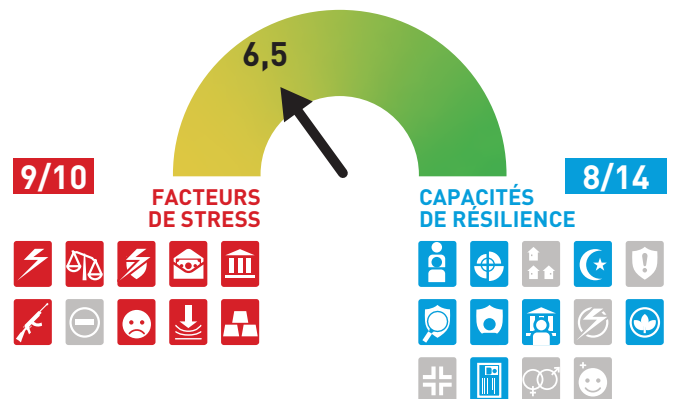
Kanakono



Papara

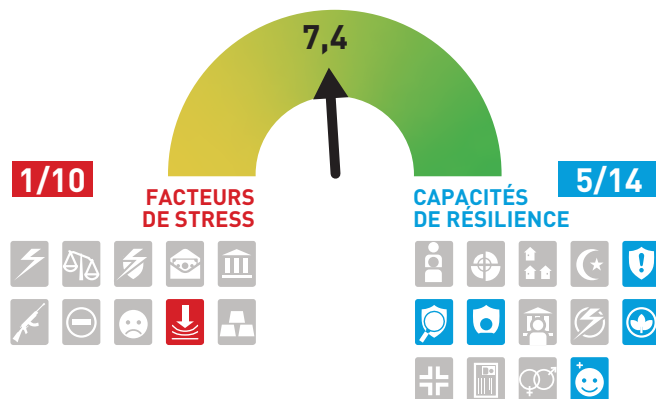


Tengréla

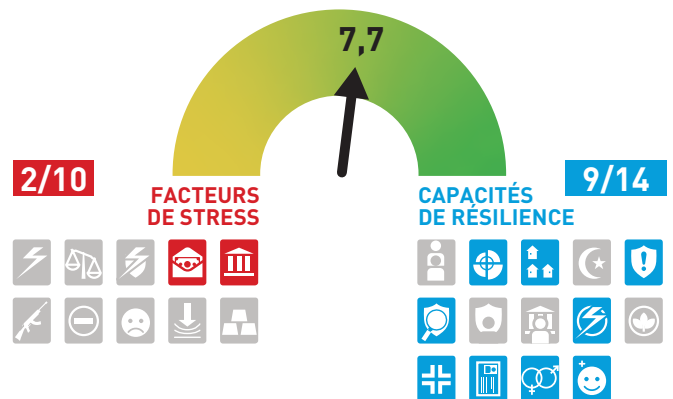


DÉPARTEMENT DE MINIGNAN

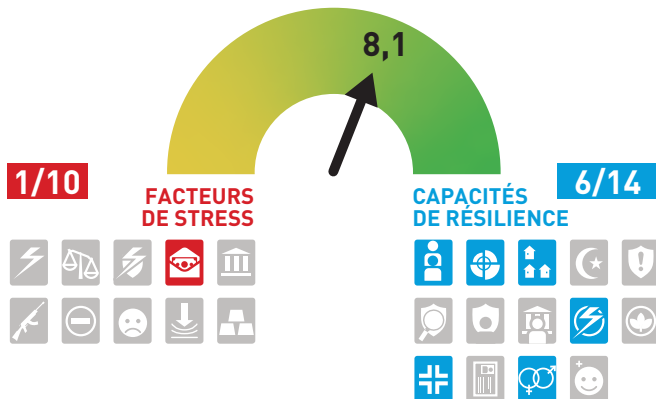
Kimbirila-Nord



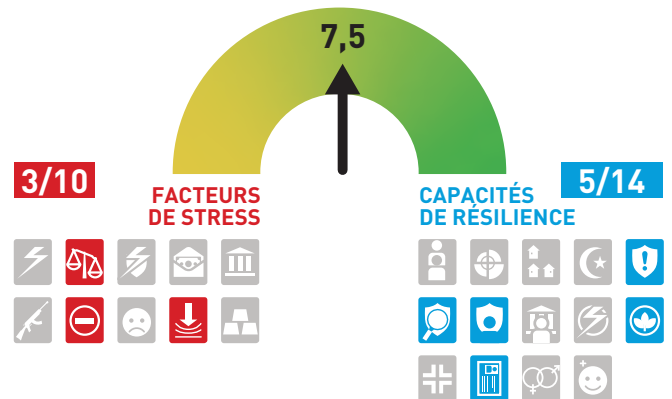
Minignan



Sokoro

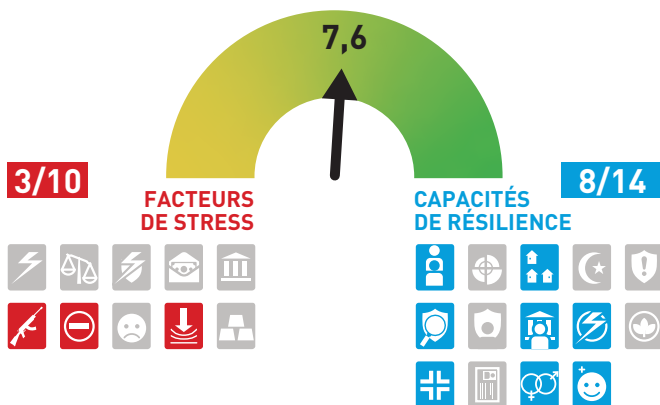


Tienko

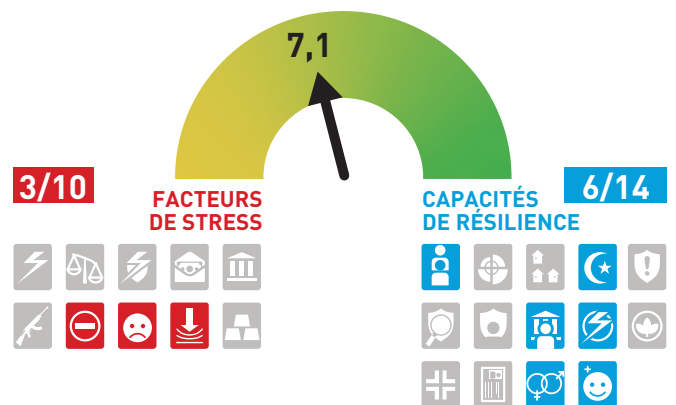


DÉPARTEMENT DE TÉHINI

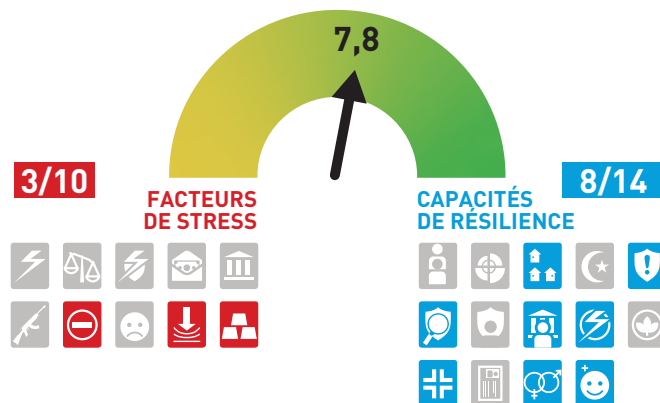
Téhini



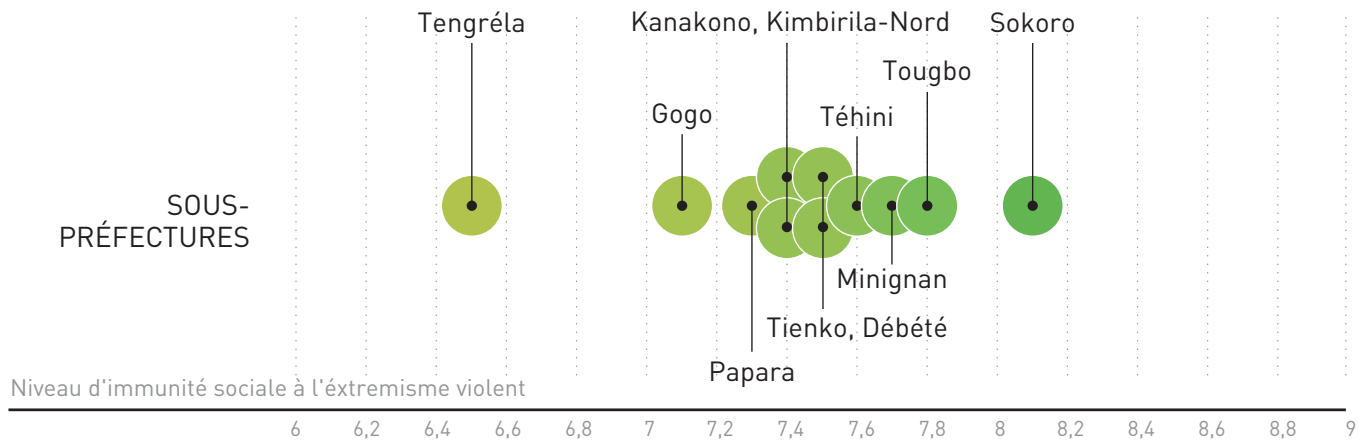
Gogo



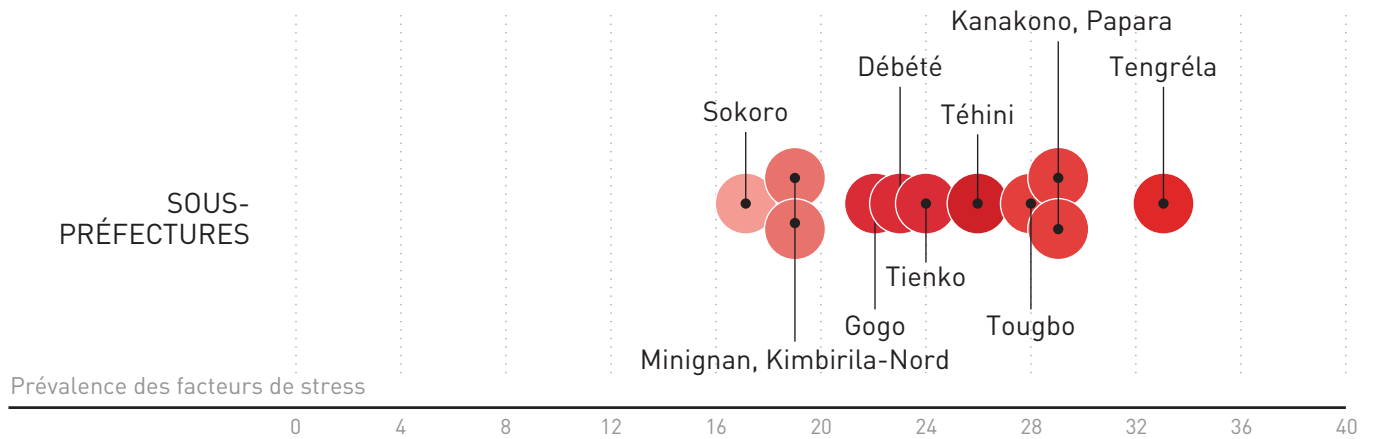
Tougbo



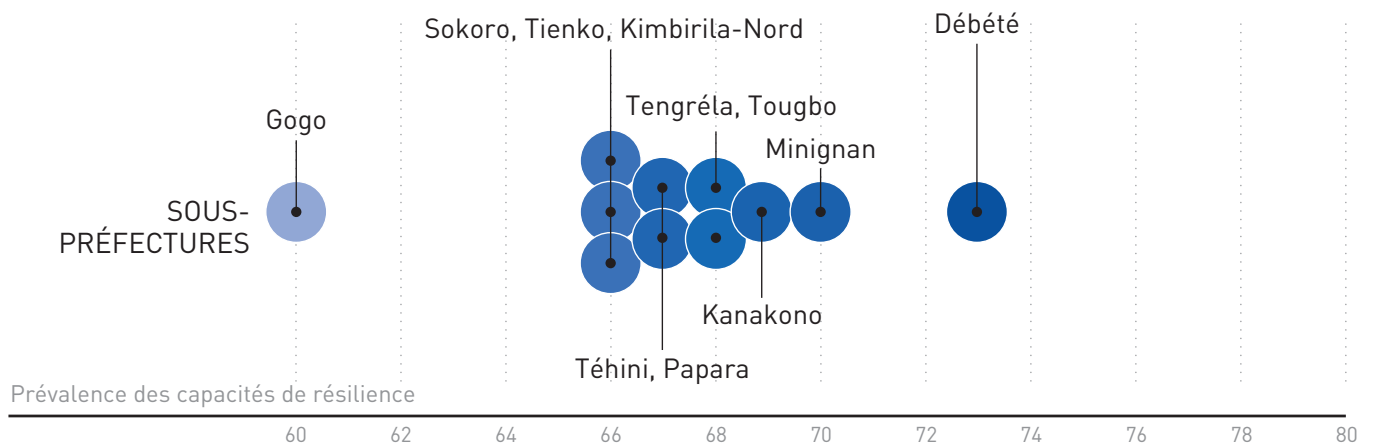
CLASSIFICATION DES SOUS-PRÉFECTURES EN FONCTION DE L'IMMUNITÉ SOCIALE



CLASSIFICATION DES SOUS-PRÉFECTURES EN FONCTION DES FACTEURS DE STRESS



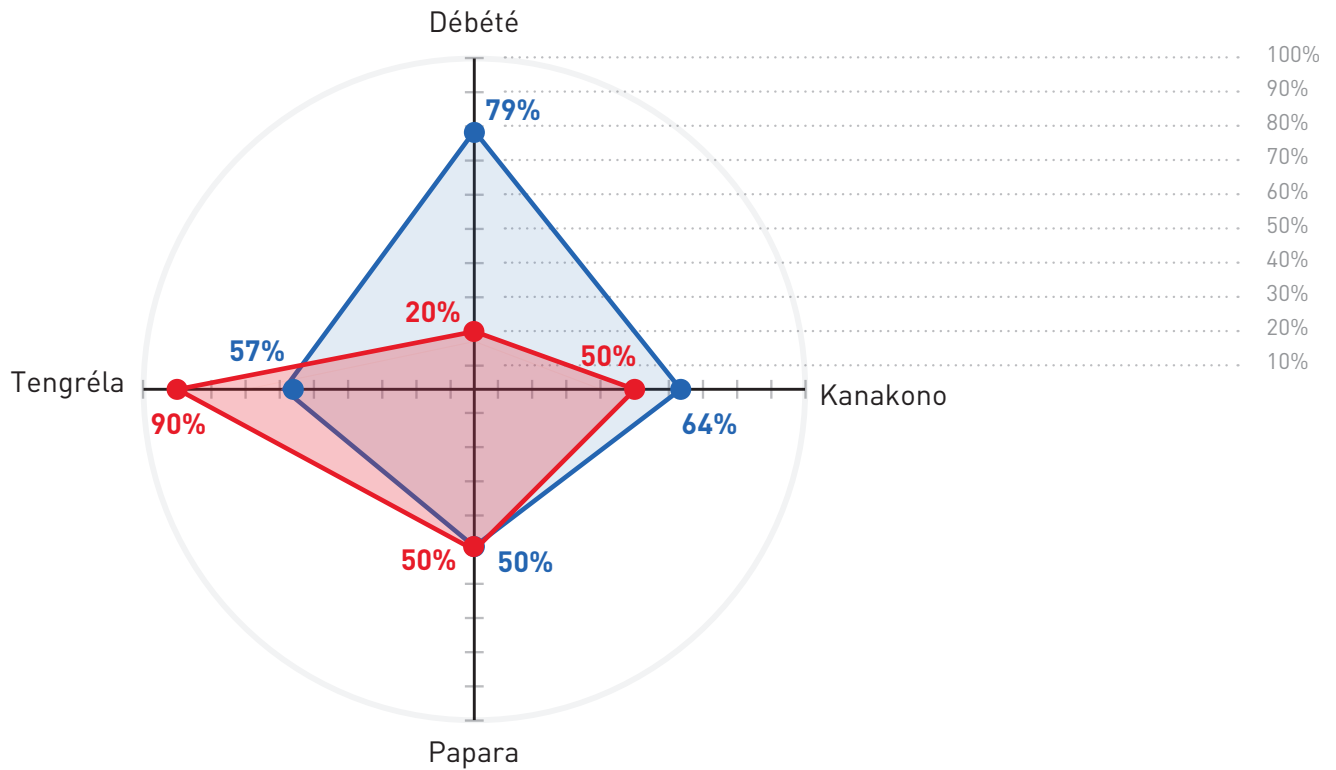
CLASSIFICATION DES SOUS-PRÉFECTURES EN FONCTION DES FACTEURS DE STRESS



- Pourcentage de facteurs de stress supérieur à la moyenne
- Pourcentage de capacités de résilience supérieur à la moyenne

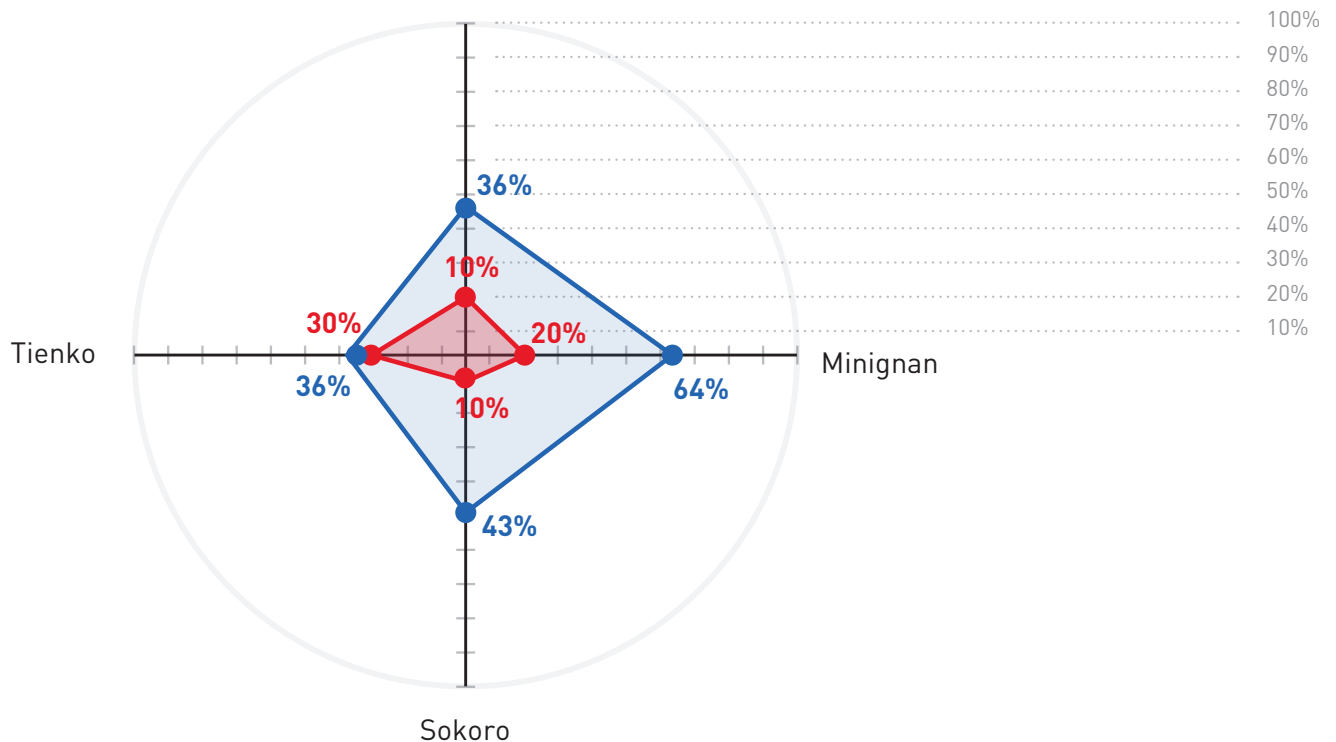
VALEURS MOYENNES DE STRESSEURS ET RÉSILIENCE

Département de Tengréla

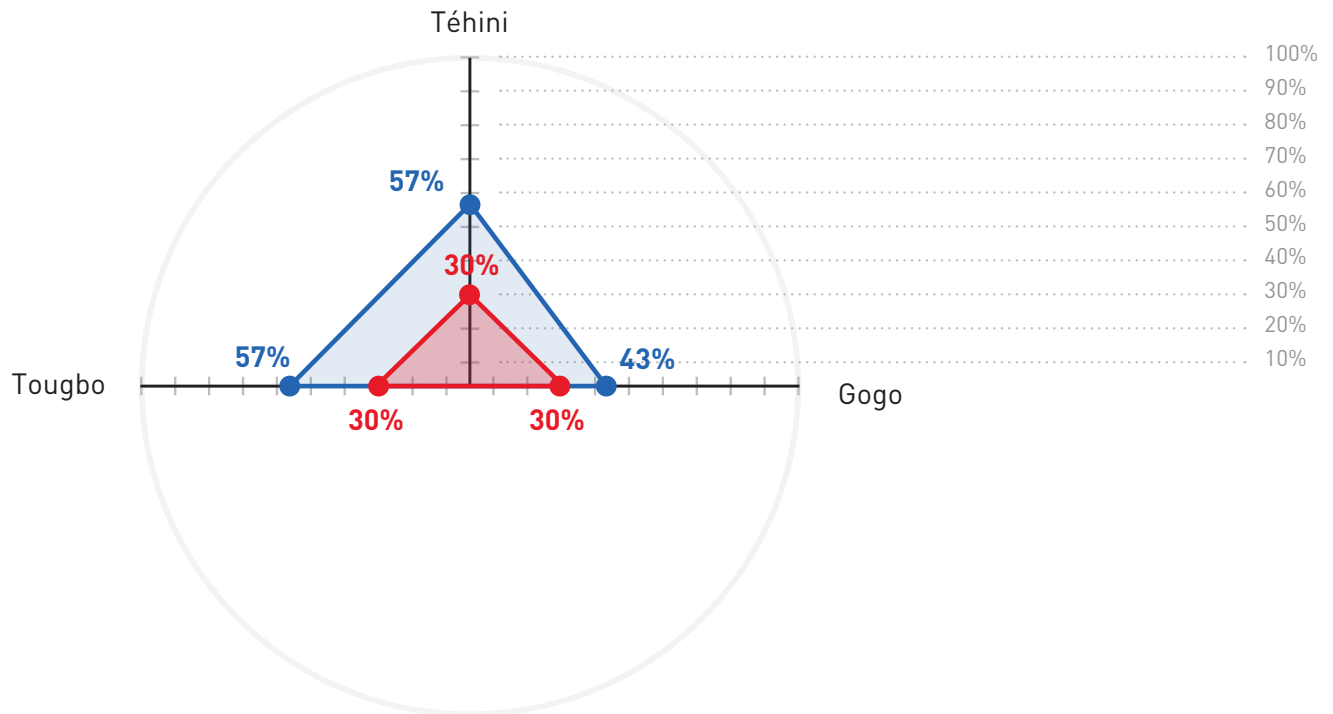


Département de Minignan

Kimbirila-Nord



Département de Téhini



Ann S. Masten, "Pathways to integrated resilience science", *Psychological Inquiry*, vol. 26, No. 2 (2015); Ann S. Masten, "Global perspectives on resilience in children and youth", *Child Development*, vol. 85, No. 1 (January/February 2014).

Lordos A. & Hyslop D., (2021), "The assessment of multisystemic resilience in conflict-affected populations", in *Multisystemic Resilience: Adaptation and Transformation in Contexts of Change*, Michael Ungar, ed. (New York: Oxford Academic, 2021)

Lordos A. et al., (2021), "Societal healing in Rwanda: toward a multisystemic framework for mental health, social cohesion, and sustainable livelihoods among survivors and perpetrators of the genocide against the Tutsi", *Health and Human Rights Journal*, vol. 23, No. 1 (June 2021).

N'Goran P., Mossi A., Bleou B., (2023), C'est nous qu'on appelle les jihadistes. Etude sur les signaux d'alerte précoce de l'extrémisme violent dans les régions frontalières du nord de la Côte D'Ivoire, EAI/USAID

Nsaibia H. & Weiss C., (2018), Ansaroul Islam and the Growing Terrorist Insurgency in Burkina Faso, *CTS Sentinel*, vol. 11, issue 3.

Pellerin M., (2019), « Armed Violence in the Sahara. Are we moving from Jihadism to Insurgency ? », *Etudes IFRI*, November 2019 ;

UNICRI, (2018), « Si les victimes deviennent bourreaux. Facteurs contribuant à la vulnérabilité et à la résilience à l'extrémisme violent au Sahel central. », *International Alert*, UNICRI, 2018 ; Court-circuiter l'Etat islamique dans la région de Tillabéri au Niger, *Rapport Afrique de Crisis Group* N°289, 3 juin 2020 ;

UNICRI, (2020), Many hands on an elephant. What enhances community resilience to radicalisation into violent extremism? Le Roux, (2019), *Confronting Central Mali's Extremist Threat*, Africa Center for Strategies Studies

Ammour, (2020), *How Violent Extremist Groups Exploit Intercommunal Conflicts in the Sahel*, Africa Center for Strategies Studies

Ojielo O. et al., (2017), *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique : Moteurs, dynamiques et éléments déclencheurs*, UNDP,

Akindès F., et al. (2023), *Analyse des dynamiques sociales et économiques pour la prévention de l'expansion des Groupes Extrémistes Violents (GEV) dans l'Espace Comoé (Côte d'Ivoire)*, EAI/USAID

Hassan, Hamdy Abdelrahman, *A New Hotbed for Extremism? Jihadism and Collective Insecurity in the Sahel* (December 21, 2020). *Asian Journal of Peacebuilding*, Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=3752833> Bujones A.K., Jaskiewicz K., Linakis L., McGirr M., (2013), *A Framework for Analyzing Resilience in Fragile and Conflict-Affected Situations*, Columbia University, SIPA

USAID, "Mixed method study: gender differentiated drivers of violent extremism in central Sahel", *Sahel CVE Research*, 15 November 2021.

Ozonnia Ojielo and others, *Journey to Extremism in Africa: Drivers, Incentives, and the Tipping Point for Recruitment* (New York: UNDP, 2017) ; Harriet Allan and others, *Drivers of Violent Extremism: Hypotheses and Literature Review* (London: Royal United Services Institute, 2015).

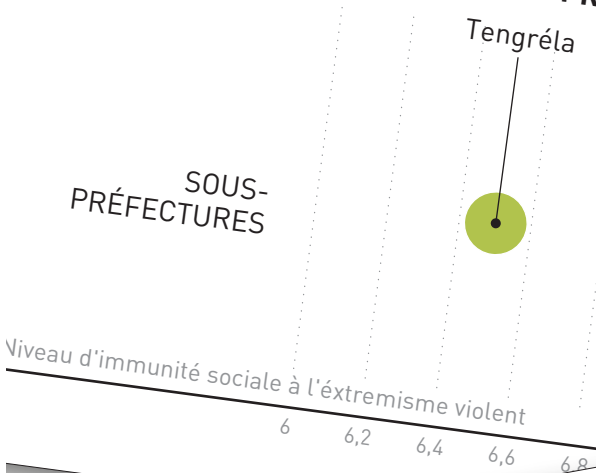
N'Goran P., Mossi A., Bleou B., (2023), C'est nous qu'on appelle les jihadistes. Étude sur les signes avant-coureurs de l'extrémisme violent dans les régions frontalières du nord de la Côte d'Ivoire, EAI/USAID.



Scanner ce code QR pour accéder à la version électronique du rapport de l'index de la résilience à l'extrémisme violent au nord de la Côte d'Ivoire

CLASSIFICATION DES SOUS-PRÉFECTURES EN FONCTION DE L'IMMUNITÉ SOCIALE

SOUS-PRÉFECTURES



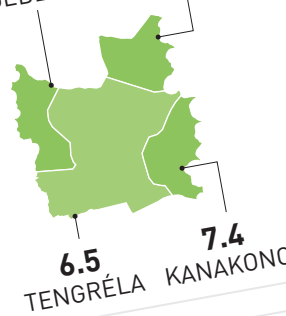
CODE DE COULEURS



6.8

7.5

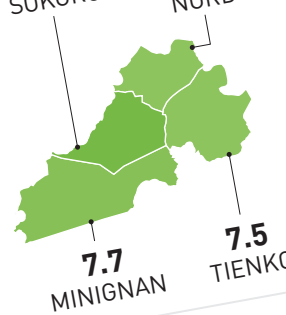
7.3



7.7

8.1

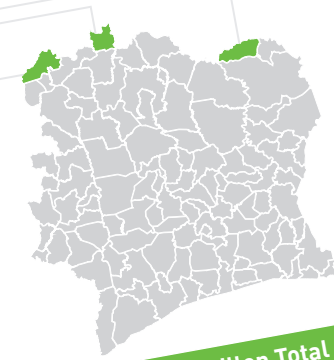
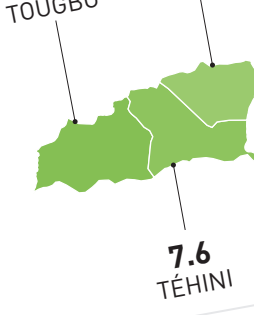
7.4



7.5

7.8

7.1



11/14 CAPACITÉS DE



9/14 CAPACITÉS DE



7/14 CAPACITÉS DE RÉSILIENCE



Papara

FACTEURS DE STRESS 5/10

seuil





Ce produit de recherche a été rendu possible grâce au soutien de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), dans le cadre de l'accord de coopération de l'USAID n° 72062421CA00002. Les opinions exprimées ici sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).
Abidjan Cocody 2 Plateaux ENA St Jacques

ISBN - 978-1-964458-23-6